LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. — N° 308
VENDREDI 28 MARS 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Le crime de Melun

CRIME DE GUERRE

LA BAISSE ILLUSOIRE

MALGRE la baisse, le public ne se précipite pas dans les magasins. C'est que les acheteurs sont suffisamment avertis, dans l'ensemble, pour ne point se laisser prendre à la politique gouvernementale et à celle des commerçants qu'inquiète la mévente, partout effective dans le monde. C'est aussi que le pouvoir d'achat n'est pas en mesure de répondre à l'offre des marchands. Les chaussures, les vêtements et tous les produits essentiels sont toujours aussi chers. Avec son maigre salaire le travailleur ne peut faire de folies !

De leur côté les fabricants ont plutôt l'air de se faire tirer l'oreille pour baisser leurs prix. Et si quelques détaillants font parfois un effort, les volontaires sont plus rares du côté des grossistes. La baisse est loin d'être un succès à part la baisse saisonnière qui s'exerce chaque année sur les œufs, les primeurs et les produits laitiers, en mars et avril, baisse naturelle celle-là.

On comprendra que devant ces piètres résultats le monde du travail n'ait pas lâché la proie pour l'ombre et maintienne ses légitimes revendications. On comprendra que si l'échelle mobile et la révision immédiate du salaire garanti figurent au rang des derniers soucis du Pinay de service, elles restent les exigences principales des travailleurs syndiqués et inorganisés.

Ce n'est pas une réduction de 14 francs sur le savon ou une ristourne de 5 % sur le fil à tricoter qui fera changer d'avis les salariés.

On comprendra que les travailleurs en chômage continuent à demander le droit de vivre et de travailler, que les accidentés du travail continuent à réclamer que cessent les cadences infernales et que les grévistes continuent à défendre leurs droits.

La baisse de deux francs sur le kilo de patates ou celle de trente francs sur le camembert n'entraînera pas la baisse de la combattivité ouvrière. Et c'est bien ainsi. Car le patronat n'a pas encore entrepris la baisse de ses bénéfices scandaleux et l'Etat n'a pas encore fait baisser le monstrueux budget de guerre. Quant à la réaction bourgeoise elle est toujours à la hausse !

Alors pas de répit ! Pas d'armistice !

LIB

APRÈS L'EXÉCUTION DE NOS CINQ CAMARADES DE BARCELONE

La protestation s'amplifie

MEXICO. — Le 20 mars grandiose manifestation avec la participation d'orateurs en exil de plusieurs républiques sud-américaines.

TEL AVIV. — Distributions de tracts, manifestations d'étudiants.

JERUSALEM. — Manifestation devant la légation franquiste.

ROME. — Protestation, distributions de tracts.

NIMES. — Meeting, le 6 mars, à la grande salle des Fêtes du Foyer Commun, avec la participation de notre camarade *Lapeyre*, et la Confédération Nationale du Travail Française, l'Union Départementale de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière du Gard, les Hommes de la Pensée Libre, le Syndicat des Instituteurs Autonomes, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen.

ST-ETIENNE. — Dimanche 23, plus de 500 travailleurs se sont réunis à la Bourse du Travail et aux abords pour manifester contre l'assassinat de nos cinq camarades.

Participaient à l'organisation du meeting : les syndicats de la C.N.T., de F.O., de la C.F.T.C., le Syndicat Autonome des Instituteurs.

Après que le délégué de chaque organisation ait apporté l'expression de la solidarité des travailleurs qu'il représentait (notons en particulier la très belle intervention du camarade Frank, des Instituteurs), le président de séance, Duperray, lut les nombreux messages de sympathie parvenus de tout le département de la Loire et céda la parole au camarade Fontenis qui célébra l'héroïsme des militants de la C.N.T. et de la F.A.I., montrant que leur lutte, en dehors des deux blocs impérialistes montrait la voie à suivre à tous les travailleurs du monde.

Puis, avant de se disperser, l'assemblée à l'appel de Duperray observa, debout et bouleversée d'émotion une minute de recueillement à la mémoire de nos cinq martyrs.

NEW-YORK. — Le mardi 25 mars, à Freedom House, avec les représentants de toutes les organisations syndicales et des Espagnols exilés.

LONDRES. — Le jeudi 27 mars, à Memorial Hall, organisé par « Freedom Press », avec Fenner Brockway et Herbert Read.

LYON. — Vendredi 28 mars à la salle des Sociétés Industrielles, à 20 h. 30. Orateur : Fontenis.

PARIS. — Meeting organisé salle Wagram, par les « Amis de la République Espagnole », le mardi 25 mars 1952.

GRENOBLE. — Le 8 mars, manifestation de rues avec distribution de tracts.

Les gaspillages de l'Etat

Naguère, un ministre des Finances reconnaissait devant la Chambre que sur vingt-sept impôts en vigueur, vingt-quatre ne rapportaient rien du tout à l'Etat.

Et comme on lui demandait :

— Pourquoi ne les supprimez-vous pas ?

Parce qu'ils font vivre, confessa-t-il, 40.000 fonctionnaires.

On voit, aujourd'hui, une somme de 160 millions inscrite au budget pour aider les industriels et commerçants participant aux Expositions internationales. Or...

Or, un commissaire des Finances a voulu avoir des précisions sur l'emploi de cette somme...

Voici celles qu'il a obtenues :

— Les industriels et commerçants n'ont reçu, l'an dernier, que vingt millions...

— Et les 140 autres ?

— Mais ils ont servi à payer le personnel chargé d'attribuer et de distribuer les 20 millions !

Qu'on vienne nous raconter, après cela, qu'il n'y a pas, sérieusement d'économies possibles !

COUP D'ŒIL SUR LE MAROC

DANS une lettre à Vincent Auriol, le sultan du Maroc vient de demander la révision du traité de protectorat. Allal el Fassi, chef de l'Istiqlal, parti de l'Indépendance, n'est, dit-on, pas étranger à la décision de Sa Majesté chérifienne, non plus que la Ligue arabe.

Au Maroc, comme en Tunisie, les nationalistes musulmans visent à l'émancipation du pays. Mais avec moins de violence, l'idée de nation étant moins forte chez les Marocains que chez les Tunisiens.

L'Istiqlal d'ailleurs ne ressemble en rien au Néo-Destour et il n'a pas, comme ce dernier, l'appui d'une U.G.T.T. organisée et puissante rassemblant l'ensemble des travailleurs tunisiens. Les dirigeants nationalistes marocains et tunisiens sont eux aussi très différents. Un Ahmed Belafrej, secrétaire général de l'Istiqlal, n'a rien de commun avec le leader du Néo-Destour, Bourguiba. Les chefs de l'Istiqlal sont de gros et riches commerçants, des hommes d'affaires âpres au gain. On ne conçoit pas que le prolétariat marocain puisse se donner de tels dirigeants. De fait, le « front national » marocain ne comprend que 120.000 membres, appartenant aux classes moyennes, sur une population de neuf millions d'habitants. Le sultan lui-même, retiré dans ses palais, à Casablanca ou à Rabat, est très éloigné d'être un objet de vénération. Les millions que les pachas versent au sultan Sidi Mohammed proviennent de la sueur des burnous au même titre que la richesse des industriels européens établis dans les grandes villes marocaines.

Si, en Tunisie, le nationaliste est souvent ouvrier, au Maroc, il est toujours bourgeois.

Le travailleur des mines de plomb de Zelidja, celui des pétroles ou celui des phosphates sait que l'indépendance du Maroc ne changera pas son sort. Le patron marocain n'est pas moins exigeant que le patron français, suisse ou belge ou américain. Avec l'un comme avec les autres, il est condamné à loger dans des bidonvilles infects et à manger juste assez pour ne pas mourir de faim. Son frère est le fellah d'Egypte qui, dans un sursaut de colère, incendia le Caire. Comme le fellah misérable des bords du Nil, le prolétaire marocain rêve de mettre le feu à tout ce qui fait son malheur. Il entre dans les attributions de l'internationalisme prolétarien de lui apporter les allumettes.

Serge NINN.

TOUTE la presse s'est emparée de « l'incident » de Melun où le 18 mars un ouvrier a été écrasé par un camion militaire américain.

La presse au service de la bourgeoisie a tenté de minimiser, de camoufler derrière les informations gouvernementales « l'incident » en « accident de la route ». Les journaux pseudo-indépendants, embarrassés pour prendre position se sont contentés de reproduire le communiqué officiel. La presse stalinienne a fait du délire antiaméricain.

D'abord, que s'est-il passé à Melun ? Depuis cinq semaine, les ouvriers des entreprises Delattre et Frouars de Dannemarie-les-Lys (près Melun) étaient en grève. Lundi 17 mars, devant le refus brutal de la direction d'accepter 5 % (!) d'augmentation incluse dans les salaires et de poursuivre les négociations, les ouvriers enferment les deux directeurs dans leur bureau. Ils sont informés qu'ils seront libérés quand la discussion reprendra et que satisfaction sera donnée.

Les C.R.S. interviennent et assaillent l'usine à la bombe lacrymogène. Dans la bagarre des ouvriers sont blessés et le matériel de l'usine endommagé. Le lendemain, une grève quasi générale paralyse les usines de Melun. Les travailleurs, en cortège, se rendent à la préfecture.

C'est alors que deux camions américains de la base de Fontainebleau se présentent en queue du cortège, se rangent à gauche pour doubler afin de poursuivre leur route. En réponse à l'impatience des avertisseurs réclamant le passage, les manifestants conspuent les chauffeurs qui, pris de peur, foncent en avant. La foule s'écartant à temps livre le passage au premier véhicule. Un assaut du second camion par quelques militants obligea-t-il le conducteur à une manœuvre qui se termina contre un mur où un ouvrier fut coincé et écrasé, ou bien le conducteur, pris de rage, eut-il l'intention réelle de prendre le risque de tuer pour passer ?

Crime américain ! L'armée U.S. appuie les C.R.S. ! hurlent les staliniens.

Nous n'en sommes pas encore, en ce pays, à l'intervention étrangère pour la répression sociale. Il est toutefois possible qu'un jour, la troupe américaine intervienne dans les conflits sociaux, si le P.C.F. arrive à mobiliser la classe ouvrière contre la présence des soldats américains en France.

Il y a eu crime, mais crime de guerre. L'assassiné de Melun est la victime du capitalisme américain, du gouvernement français et de Staline.

Ce crime, c'est la conséquence du climat de haine préparé et entretenu par les deux blocs impérialistes pour le prochain conflit. Ce crime c'est le résultat de l'expansion des armées impérialistes à travers le monde pour établir des bases stratégiques et économiques.

Ce crime, il a lieu en Indochine, en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, en Afrique noire, en Egypte, en Allemagne orientale, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Grèce.

Ce crime, il a lieu partout où est installé l'impérialisme américain, russe, français ou anglais.

Cet « incident » de Melun, par les commentaires politiques de tous les partis, justifie à nouveau la position 3e *Front*. « Contre Truman sans être pour Staline, contre Staline sans être pour Truman » prise par *notre Fédération Anarchiste* et qu'elle propose au prolétariat du monde entier.

Dénoncer et inviter le peuple à manifester contre la présence d'éléments de l'armée U.S. en France, qui concrétisent la politique et les menaces de guerre, engendrant les privations et la répression contre la classe ouvrière, a été le premier devoir de notre organisation par la voix de son « Libertaire ».

Ce combat à l'intérieur de notre pays était imposé par l'installation de bases militaires par l'impérialisme américain. Le combat 3e *Front* revêtait son premier aspect : *Contre Truman sans être pour Staline.*

L'invitation à tous les peuples d'accepter notre position révolutionnaire permettant l'alternance des deux aspects suivant les pays et les circonstances politiques, impose continuellement au prolétariat international à se retrouver sur le même front de lutte pour la révolution mondiale.

Aux travailleurs de ce pays d'intensifier ce combat contre Truman dans une volonté d'indépendance farouche à l'égard du P.C.F. pour retrouver la liaison avec nos camarades Bulgares et Ukrainiens qui secouent le joug de Staline sans être pour Truman.

René LUSTRE.

Le Congrès des « Indépendants »

LA droite semble se ressaisir. Ce Congrès, qui fut plutôt des journées d'études, vient le confirmer. La droite, identique à la gauche, ne trouve son unité que de temps à autre. Unité très circonstantielle, dont la durée peut être éphémère si la classe ouvrière le veut.

Ainsi, la présence d'un Pinay au gouvernement a été l'élément moteur de cette réunion.

Toute la gent conservatrice et réactionnaire de ce pays croit que le moment est venu où il lui est permis de reprendre ses prérogatives par l'abolition des conquêtes sociales de la classe ouvrière.

Il est triste de constater qu'elle a été facilitée dans sa renaissance par l'attitude des mauvais bergers du prolétariat. Ceux-ci ayant détourné la classe ouvrière de la lutte de classes, de ses objectifs propres.

Ces journées d'études, où s'est agité le minuscule Paul Reynaud, l'homme-du-recours - à - Pétain, poursuivant inlassablement de sa haine toutes les conquêtes ouvrières, ont abouti au vote de différentes motions économiques, politiques et financières. Elles sont le reflet exact du programme Pinay.

La quintessence de ces motions est l'absolution des fraudeurs fiscaux, entendons par là, de tous ceux qui en dehors des salariés, n'ont pas déclaré ou payé leurs impôts sur leurs bénéfices. Il est évalué que la fraude fiscale a atteint l'année dernière, 1.000 milliards de francs (presque le tiers du budget général.

Par l'amnistie fiscale, M. Pinay félicite les fraudeurs. En récompense, il leur offre un emprunt et des bons du Trésor à intérêt progressif.

On parle aussi de la baisse des prix. La belle panacée. On oublie de dire qu'étant ennemi irréductible de l'échelle mobile, cela permettra une entorse à l'application de celle-ci. Car la baisse de 5 % ne peut pas être efficace, elle est ridicule en elle-même, et le ridicule est le fleuron de l'Etat.

On s'attaque aussi à la Sécurité sociale. On veut réformer sa structure. On veut lui éviter un déficit permanent, occasionné par les dettes — vol qualifié pourrait-on dire — de l'Etat et du patronat à cet organisme.

Le résultat de ces journées d'études est donc une déclaration de guerre à la classe ouvrière. Une offensive plus grande se prépare. Nous l'annoncions dernièrement dans « Le Libertaire ». Elle est en voie de réalisation.

La classe ouvrière ne doit plus attendre. Elle doit dès maintenant entreprendre une action de grande envergure. Qu'elle fasse fi de tous les appels à la modération. La modération est synonyme de trahison.

Un regard en arrière ! Qu'elle se souvienne ! Juin 1936 !

Robert JOULIN.

"IKE" et la Maison Blanche

DEJA à la tête du S.H.A.P.E. en Europe, Eisenhower semble être porté à la présidence des Etats-Unis par des courants d'opinion qui n'ont rien à voir avec les machines électorales des partis républicain et démocrate. A New-Hampshire où eut lieu un test électoral, le « général souriant » l'emporta sur Taft « républicain » comme lui (46.441 voix contre 35.691) et sur Truman (16.298 voix). (Mac Arthur a obtenu 2.974 voix). On sait que l'élection présidentielle doit avoir lieu le 4 novembre.

Déjà les agents électoraux démocrates mettent en place des candidats qui au bon moment se désisteront pour Truman. Mais alors, ou l'administration est corrompue, ou le gangstérisme jouit de protections politiques très influentes, les électeurs se laissent séduire par ceux qui promettent de ne pas utiliser un plumeau pour nettoyer les écuries d'Augias.

Le démocrate Kefauver est de ceux-là (20.147 voix). Eisenhower a une forte popularité dans le Sud où les mœurs esclavagistes et racistes sont toutes puissantes. D'autre part, il profitera du désistement de Stassen, également candidat républicain. Mais ses supporters, Paul Hoffman, Cabot, Lodge, Clay, etc., tiendraient à ce qu'il regagne les Etats-Unis pour s'occuper personnellement et au contact avec les électeurs, des rounds décisifs qui lui ouvriront les portes de la Maison Blanche. Il serait question de son départ après les élections de l'Orégon du 16 mai.

Eisenhower représente peut-être pour les foules américaines l'homme de devoir éloigné des intrigues de politiciens professionnels. Il a su se donner ce masque après avoir pris la toge de recteur d'université. Sur le plan social, sa politique ne peut rien modifier à l'avantage des salariés. L'épreuve de force des syndicats (A.F.L., C.I.O., I.W.W.) devra se montrer plus efficace contre l'Administration.

Sur le plan international, c'est la continuation de la politique Truman-Acheson sur tous les plans litigieux du globe.

ZINOPOULOS.

3.698 MILLIARDS : BUDGET 1952

Pour la guerre : 1.382 milliards

LE Secrétaire d'Etat au Budget vient de donner le détail des dépenses de l'Etat pour 1952 que nous énumérons ci-dessous :

LES DEPENSES BUDGETAIRES PAR FONCTION

Classées par fonction, les dépenses budgétaires s'énumèrent de la façon suivante :

1.382 milliards pour la Défense nationale ; 413 pour la Reconstruction et la Construction ; 148 pour les Anciens Combattants ; 327 pour les Travaux publics, Transports et Communications ; 304 pour l'Education et la Culture ; 221 pour le Commerce, l'Industrie et l'Energie ; 169 pour les Finances et les Affaires Economiques ; 156 pour l'Outre-Mer ; 134 pour la Dette publique ; 98 pour l'Administration générale et la Police ; 94 pour les Comptes spéciaux ; 90 pour l'Agriculture ; 60 pour la Santé publique, Assistance et Prévoyance ; 42 pour le Travail, main-d'œuvre et Sécurité Sociale ; 23 pour les Affaires étrangères ; 22 pour la Justice ; 12 Divers ; 9 pour les Pouvoirs publics et le Gouvernement.

3.698 milliards au total.

Le budget 1952 s'est encore gonflé par rapport à 1951. La préparation aux immolations sur l'autel de la Patrie englobe à elle seule 37 0/0 environ du budget général, alors que l'Education et la Culture n'en représente que 8 0/0, et la Santé Publique 1,6 0/0. L'administration générale et la Police sont plus favorisées que cette dernière avec 2,6 0/0.

Moch pourra revenir au pouvoir ou tutti-quanti, les matraqueurs, les tueurs, les « accoucheurs » d'aveux à tout prix, sont étant bien payés, à la dévotion de l'Etat quelque soit le ministre.

Dame Thémis passe aussi à la caisse pour l'ordre de 22 milliards. La magistrature est aux ordres dans la position du tireur couché. Il y a encore des affaires Marie Poupard dans l'air. Le plus gros morceau c'est incontesté la défense nationale, les frontières sont un peu éloignées. Par exemple, l'Indochine située à 10.000 km. Et bien là-bas, c'est la France, la leur, pas la nôtre, mais c'est nous qui payons les pots cassés, l'impôt du sang. Une trentaine de mille français jonchent le sol pour la plus grande gloire des étoilés, pour le plus grand profit de la finance. En fait, ils ne veulent pas l'abandonner, l'Indochine. Que penser du répugnant optimisme du Letourneau en fonction ? Ça ne lui coûte rien de soutenir le moral, M. le Ministre se rend à Hanoï, si ça commence à sentir le brûlé, on reprend bien vite l'avion et on fait au retour une rassurante déclaration. Maurice Schumann (le parachutiste) à des émules dans son parti.

Cela durera encore combien de temps ?

Jusqu'au jour où tous les exploités, tous les futurs assassinés voudront, dans un élan général, abattre l'Etat et tous ses rouages cœrcitifs.

Le salut, la libération des ouvriers est à ce prix.

R. GERARD.

Le Film de la Semaine

FRANCE

Echec de négociations de salaires dans le textile.

— Les exportations françaises de produits sidérurgiques sont en perte de vitesse.

— Pinay reçoit les métallurgistes lorrains et leur déclare : « Il ne convient pas pour le moment d'augmenter les salaires. »

— Jean Deshayes, condamné à dix ans pour un crime qu'il n'avait pas commis est enfin libéré.

ALLEMAGNE

Les social-démocrates et les libéraux reprochent au chancelier Adenauer d'avoir reconnu *de facto* l'autonomie sarroise.

MAROC

Le sultan du Maroc demande la révision du traité de protectorat et réclame la constitution d'un gouvernement chérifien chargé de négocier.

EGYPTE

Sur la demande du Cabinet égyptien, le roi Farouk signe le décret de dissolution de la chambre des députés.

—Reprise des conversations anglo-égyptiennes au Caire.

TUNISIE

De Hauteclocque, résident général à Tunis, demande audience au Bey pour lui faire part des nouvelles conditions de reprise des négociations faites par le gouvernement français.

TURQUIE

Bien que le droit de grève ne soit pas reconnu par la Constitution turque, cinq mille chauffeurs de taxi ont cessé le travail pour protester contre les lourdes taxes auxquelles ils sont soumis. La police a procédé à de nombreuses arrestations.

U.S.A.

L'artillerie atomique va être expérimentée aux prochaines manœuvres de l'armée américaine.

— L'indice du coût de la vie aurait baissé de 0,6 %.

Le crime judiciaire

AU NOM DE LA LOI

EN pleine campagne, une nuit, un homme, un vieillard, est sauvagement assassiné. La femme, témoin du meurtre, perd la raison et succombe peu de temps après. Le crime rapporte 20.000 francs.

Les bandits disparaissent. La police est sur les dents. Le juge s'énerve. Il faut que justice se fasse, il faut un coupable. Mais l'indicateur, pour une fois, fait défaut. L'enquête patauge, ou tourne en rond. Enfin, arrive la bienheureuse lettre anonyme, la « justice » est sauvée. Le coupable c'est : Dehayes.

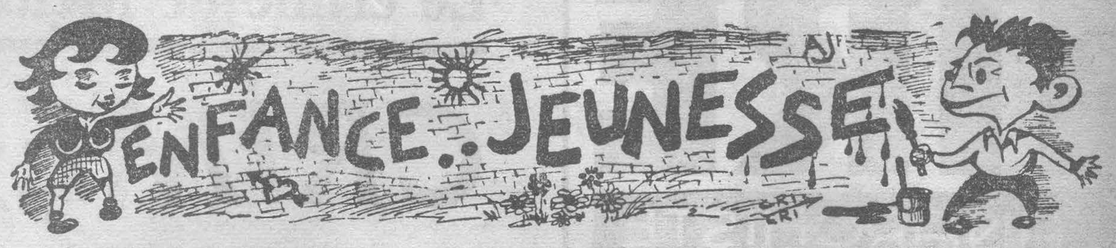
La victime résiste, nie, se débat. Mais la justice est la plus forte. Pendant quatre jours et quatre nuits d'affilée ils posent la question, la même, toujours la même qui revient, lancinante impitoyable :

— Où étais-tu le 7 mai dernier ? Deshayes ne se souvient plus. Ici, ou là, ou plutôt, là-bas. On a vérifié. Tous ses alibis sont faux : C'est toi ! Avoue ! On passe aux coups, le malheureux n'est plus qu'une loque, qu'un être mourant de soif, de faim et de sommeil. Il avoue. Plus tard, il dira : Ils m'ont tellement battu que j'aurais bien avoué 25 crimes ! Mais l'aveu est d'autant plus grave qu'il est fait devant le juge, le juge qui s'est glissé parmi les tortionnaires (ce qu'ignore le malheureux), le juge qui a organisé la torture, le juge qui est satisfait. Il tient sa proie, son coupable, il possède une pièce de plus à son tableau de chasse. Et son avancement est en bonne voie...

Mais à l'audience Deshayes se rétracte, crie son innocence. Le jury est ébranlé. Et ne sachant trop que faire, choisit de condamner plutôt que de rendre un non-lieu. Et ce qui valait dans le cadre des lois, la peine capitale est payé par 15 ans de prison. Ce verdict à lui seul est un aveu. L'aveu que l'on incarcère, que l'on torture, que l'on tue souvent au petit bonheur et à seule fin que soit respectée cette infâme putain qu'est la « Justice ».

Aujourd'hui Deshayes est reconnu innocent. Après avoir subi 5 années de captivité en Allemagne pour la « grandeur » française, il a été emprisonné pendant cinq autres années au nom de la loi. Quant aux coupables, ils sont sous les verrous. Nous parlons des assassins, pas de ceux qui sont en toge, mais ceux qui tuent en marge des lois.

Jean CLAIR.



SPORT ET MUSIQUE MILITAIRE...

AVEZ-VOUS écouté la « Radio » vendredi dernier, vers 19 heures ? Dommage ! Vous auriez eu l'occasion de vous délecter quelques instants avec l'émission « Soldats de la Terre ».

La R. D. F. a envoyé son speaker à Antibes, où se trouve le merveilleux « Collège du Soldat », du moins c'est le nom qu'ils lui donnent.

Le reportage — certainement pour plus de facilité — a été commenté devant maquette, c'est tellement plus pratique !

Le temps d'engagement a été réduit à deux ans au lieu de trois. On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre.

Mais ne croyez pas que vous trouvez là une vie de caserne. Non, vous voulez rire, fini le vieux temps, fini les adjudants-flicks, les corvées, la tôle, cela n'est plus, on modernise !...

Un véritable paradis, quoi !

La preuve ? Le commandant a dit au reporter que l'on pratiquait surtout le sport à Antibes, sport de combat, bien entendu, lutte, boxe, judo — où l'on apprend certainement comment poignarder un homme par derrière et comment lui crever les yeux à l'aide des pouces !

L'été, rajoute le commandant, puisque « nous » avons la mer, « nous » faisons de la natation. Un peu spéciale, il est vrai, puisque les hommes s'entraînent surtout aux manœuvres de débarquement.

Puis, gentiment, « ils » se sont dirigés vers le foyer du soldat. Superbe bungalow admirablement décoré avec son bar, ses poteries provençales, sa belle vue sur la mer, et à l'intérieur du bungalow les soldats. Les soldats, ou plutôt les athlètes que le speaker va interviewer :

« Dites donc, vous vous êtes engagé pour combien de temps et pourquoi ? »

Demande précise. Que va-t-il répondre ?

« Moi, je me suis engagé pour deux ans, et... et pour pratiquer notre sport favori. »

Nom de Dieu ! il fut un temps où l'on s'engageait pour autre chose que s'amuser ou faire du sport.

Pauvre France !

« Vous trouvez le temps de travailler quand même ?

« Ben oui, **nous avons quelques heures de liberté par jour ».**

Pauvre imbécile que je suis. Moi qui croyais que le sport était une expression de la liberté. L'homme dans la nature. Il est vrai que dans ce cas il s'agit surtout de nature morte !...

Après avoir mesuré, contemplé, comparé les performances sportives de chacun, le speaker : « Vous allez bientôt pouvoir les engager dans un cirque ? mon commadant ? »

« Non, je vais les garder comme moniteurs, ce sont de braves enfants ».

Les voilà bien, les pères dénaturés !

Et le bla-bla-bla continue ; ici, un qui a grossi de sept kilos en un an (la France a besoin de gars « gonflés », pas vrai !)

Un autre qui était champion de France de gréco-romaine qui est venu au « Collège pour sa bonne réputation » (sic).

Par contre, celui-là est venu parceque-sa-santé-était-déficiente.

Pauvre chou ! Un séjour aux forges de Renault l'aurait pourtant bien remonté.

Tous des excuses, mais pas un seul qui soit venu pour sa chère mère-patrie, ingrats, va !

Enfin, l'émission se termine. Le speaker espère que, comme dans la chanson, ce ne sera qu'un au revoir.

Heureusement que les jeunes de France ne seront pas dupes. Ils savent que s'il existe un « Collège de soldats », il existe des milliers d'autres bâtiments que l'on nomme casernes Et qui eux ne sont pas des collèges, qu'en guise de sport, on fait dix tours de cour le fusil à bout de bras, la mer bleue, c'est le lavabo pour 50 où l'on gèle l'hiver parce qu'il n'y a pas de carreaux, la nourriture y est pourrie et l'on ne grossit pas, on y crève !

Espérons que, comme dans la chanson, ce ne sera qu'un au revoir.

Oui, un au revoir, pour que nous puissions tous aller à Antibes, et partout où se tient la gangrène militariste pour balayer tous les commandants en short ou non et les salopards qui parlent gymnastique en pensant que le prochain casse-pipe s'annonce bien.

Oui, les jeunes ne seront pas dupes. Y aurait-il mille Antibes en France, ils diront toujours non au militarisme, germe de guerre et à toute cette pourriture que seule la Révolution sociale saura anéantir.

APPEL AUX JEUNES

Nous informons les camarades que les heures de réunion de la « Commission des Jeunes sont changées, ainsi que le lieu de réunion.

En conséquence, la commission se réunit le mercredi, de 20 h. 30 à 22 h. 30, à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux (place du Colonel-Fabien).

Variole ou Peste ?

MÉDECIN OU GOUVERNEMENT ?

UNE épidémie de variole vient d'éclater à Marseille, où elle a fait 3 morts, et menace de s'étendre dans le Var et le Vaucluse. D'où vient-elle ?

Au début du mois de janvier, un cas de variole fut constaté sur le *Pasteur*, paquebot servant au transport des troupes d'Extrême-Orient. Le soldat contaminé fut débarqué à Oran, ainsi que 80 de ses camarades.

Nous expliquera-t-on alors comment, au mépris des règlements sanitaires internationaux, les soldats en incubation de variole furent-ils autorisés à débarquer ?

Et à se rendre en ville ? Nous expliquera-t-on pourquoi l'équipage du *Pasteur* n'a pas été consigné au moins 20 jours ? M. Ribeyre, ministre de la Santé, ignore-t-il les règlements qu'il est chargé — de par sa fonction — de faire respecter ? Ignore-t-il la responsabilité qu'il encourt dans la propagation de la maladie ? Dans les contaminations successives : le 11 janvier d'un tirailleur sénégalais et de son médecin, le 17 février d'un travailleur noir, des médecins, infirmiers, étudiants et malades de « la Conception », et enfin de la population civile tout entière.

Ignore-t-il la responsabilité qu'il encourt dans la mort du travailleur noir, de la fillette de 5 ans et de sa mère à Hyères ?

M. Letourneau, ministre des Etats associés, a-t-il laissé l'épidémie se propager pour ne pas affecter le moral des troupes des théâtres d'Extrême-Orient ?

Qui nous expliquera l'incompréhensible incurie des autorités médicales locales ? Avaient-elles reçu des ordres ? Et de qui ? Vont-elles laisser la peste s'étendre comme la variole ?

Fera-t-on la lumière sur ces questions ou la responsabilité de trop hautes personnalités y est-elle engagée ?

Pourvu que nous n'empêchions pas quelques ministres d'être encore ministrables, il y a si longtemps que trois morts ne pèsent plus lourd à la conscience d'un gouvernement !

LES FEMMES ET LA VIE

COLOMBES DE LA PAIX...

LES femmes, c'est certain, ne veulent pas la guerre. Et comme on veut nous y amener, elles essaient de réagir, de se faire entendre. Quel gâteau pour les staliniens. Ils sont pas fous les mignons, ils savent bien que les femmes quand elles s'y mettent ça fait du bruit. Leur politique les a amenés à se prétendre « les défenseurs de la paix », pour cela tous les moyens sont bons et les femmes et leur haine de la guerre, deviennent un instrument de plus à leur projet.

Bla-bla et sentiments, et en avant pour les meetings.

La fièvre de préparation a donné d'ailleurs un joli résultat. 120.000 déléguées aux 70 rassemblements de femmes pour la France. Arrivons vite par exemple à Gennevilliers le 9 mars où 40.000 déléguées pensaient en toute sincérité faire poids contre la guerre...

Elles sont bien au chaud là, s'aimant toutes, l'ouvrière et la commerçante (qu'en pense-t-elle l'ouvrière quand elle paye le quart de beurre ?), la catholique pratiquante et la coco de choc (bah, c'est pas ça qui sépare), la midinette et l'écrivain (beau sujet, tiens !).

La belle surprise-partie que voilà... On a même le théâtre. C'est si beau la tête d'Eugénie Cotton entourée des chapeaux des cinq grands (en sortant elles verront encore le nôtre sur le poste de police, la caserne et les ministères... Et puis quoi, on pleure ici. A la tribune la maman de la petite Denise Buisson assassinée à Oradour, Mme Fontano dont les trois fils furent fusillés », etc... Ça c'est du poignant, c'est pas comme un défilé de mannequins... Et puis même l'émotion est si grande que cela devient du délire quand le « papa » d'Henri (Martin) vient dire bonjour de la part de son héroïque fils... (Entre nous, on connaît le point faible des femmes, dès que les mots : maman, papa, petit père... des peuples et grande mère Russie sont prononcés on se sent en famille)... Donc, l'ambiance est bonne, on est pris aux tripes.

Passons à l'action contre cette guerre en question « s'unir dans les entreprises, revendiquer sans cesse pour une amélioration du salaire, des conditions de travail meilleures ». Tout à fait d'accord, Mais voici un très bon exemple : à Issoire, chez Dusselier, le patron a dû annuler une commande de casques pour l'armée et reprendre la fabrication d'accessoires automobiles, les ouvrières ayant refusé de travailler pour l'armée.

On nous donne des résultats de « victoire » pour des tas de petites revendications et des cahiers à signer contre les impôts de guerre, pour des salaires meilleurs, etc...

Et puis, la séance est levée. Le parti est content. Ça a bien marché. Il ronronne le parti. Evidemment il n'a pas besoin de se casser la tête pour l'instant. C'est du bon boulot. Si un jour il doit expliquer le contraire, à ces femmes, il pense peut-être que ce sera simple. Si un jour la Russie fait la guerre, il faudra bien qu'il trouve le moyen d'expliquer pourquoi les ouvrières russes, elles, auront travaillé aux usines d'armement. Si un jour même il doit expliquer pourquoi il estime qu'il faut se battre, il pense que ce sera tout simple, le parti.

Mais moi, je ne sais pas si parmi les femmes, il y en aura beaucoup qui accepteront de grand cœur que leur compagnon ou leur fils aille se faire tuer, que ce soit pour les uns ou pour les autres, ce ne sera jamais pour le bonheur de l'ouvrière et de son foyer. Son bonheur, c'est justement la vie. Les femmes veulent prouver leur haine de la guerre. Pourront-elles croire longtemps aux mascarades des soi-disant Partisans de la paix ?

PASCALE.

Schuman et Adenauer contre la Sarre

LA question sarroise, vieille querelle franco-allemande à la fois économique (charbon), culturelle (antagonisme entre les enseignements français et allemand) revient sur le tapis au moment où les représentants du quai d'Orsay et de Bonn parlent de faire l'Europe. Adenauer reprend en sourdine les arguments d'Hitler, au sujet de la Sarre opprimée et le gouvernement français, qui a l'appui d'Hoffmann (le président du Conseil sarrois), considère que la Sarre doit toute sa « prospérité » à la France.

On voit nettement que les intérêts capitalistes dans ce petit pays (1.881 km2 et 950.000 habitants) s'affrontent.

Deux memorandums allemands disent que les libertés démocratiques n'existent pas, ce qui signifie pour Adenauer (qui se fiche de ces libertés) que les associations pour le rattachement de la Sarre à l'Allemagne sont persécutées par le gouvernement Hoffmann. D'autre part, Adenauer estime que le gouvernement sarrois n'a pas à contracter des accords internationaux (lisons effectués sous l'influence française).

Ainsi le quai d'Orsay agit pour rattacher la Sarre à l'économie française tout en lui laissant son « autonomie » politique, et Grandval, l'ambassadeur français à Sarrebrück « travaille » dans ce sens, tandis qu'Adenauer estime que cette population germanique doit revenir au sein de la « mère-patrie » avec les mines de fer, de charbon et les installations métallurgiques...

Sous la pression de Londres et de Washington, des élections vont être organisées vers la fin de l'année d'où sortiront certainement l'autonomie politique de la Sarre considérée comme **nation** ayant un rôle à jouer dans l'Europe en formation.

Du point de vue des travailleurs sarrois, la question du rattachement à la France ou à l'Allemagne n'a aucun sens, car pour les mineurs, les verriers, etc., l'exploitation capitaliste française ou allemande reste l'exploitation qui engendre la misère et le taudis.

Jacques THIERRY.

Où va l'argent des Contribuables ?

L'Etat a perdu 11 milliards sur les changes.

Il a versé 650 millions à l'Association française pour l'accroissement de la productivité.

30 millions à un « Mouvement National d'Epargne » dont on se demande à quoi il sert alors qu'il n'y a plus d'épargnant et que ledit Mouvement n'est qu'une annexe du Ministère des Finances.

1 milliard et demi de subvention à l'Agence « France-Presse ».

508 millions aux membres de l'Ordre de la Légion d'honneur et aux Médaillés Militaires.

500 millions à ses fonctionnaires pour l'acquisition de moyens de transport.

L'installation du « S.H.A.P.E. » à Rocquencourt a coûté 6 milliards et demi de francs.

L'AD-MI-NIS-TRA-TION
contre la presse de l'Ecole laïque

Suite et fin de la documentation de l'Institut Coopératif de l'Ecole moderne

TOUS LES JOURS

J'ai toujours pris le même chemin.
J'ai toujours rencontré le même vieux cerisier qui croule sous ses branches.
J'ai toujours vu la même meule de foin qui se dore au soleil.
Je me suis toujours penché sur le même bassin aux grenouilles dont les algues brillent de mille couleurs.
J'ai toujours aimé le même chat et le même chien qui dorment près de la porte.
J'ai toujours connu la même douce maison au toit rouge au balcon usé.

14 février 1952.

Charles BELLEDY (13 ans).

CHANSON

Petit enfant de France,
Chante dans le pré,
Chante une romance,
Toi qui es gai !

Garde tes moutons,
Enlève la hotte,
Sons ton coton
Et tricote.

Derrière toi
Est le grand bois.
La reine
S'y promène
Avec le roi.

Ils entendront ta romance,
Petit enfant de France,
Ils l'entendront dans le pré.
O gué ! O gué !

Nous donnons enfin le sommaire de deux journaux scolaires pris au hasard pour montrer que, outre les indéniables qualités éducatives des textes imprimés, il s'agit bien là d'articles d'information destinés tout à la fois au public enfant et au public parents, et que, de ce fait-là, nos journaux scolaires remplissent bien, mieux que tant d'autres périodiques, les conditions exigées par la loi.

AN CLAIR DE LA LUNE, journal de l'école Jules-Ferry, à Landerneau (Finistère) : Une chasse pénible. - Un accident. - Les Maures. - La petite guerre. - La tempête, - Activité du port. - Jeux.

L'ESPOIR, journal de l'école de Rigny-Ussé (Indre-et-Loire) : L'hiver. - Registres de l'état-civil. - Pêche de l'étang. - Une trouvaille. - Château de Montsoreau. - Un coq mort vivant. - Dans les bois. - Vie de l'école. - Jeux.

*

Nous ne poussons pas plus loin la démonstration Si nos journaux scolaires ne servent ni l'instruction, ni l'éducation, ni l'information du Public, quels sont parmi les journaux qui circulent actuellement en périodiques ceux qui, vraiment, peuvent prétendre à satisfaire aux exigences de l'article 90 ?

Au nom du simple bon sens, au nom de la propreté française, au nom de notre souci exclusif d'instruire, d'éduquer et d'informer nos enfants et leurs parents, nous demandons que cesse l'injuste et paradoxale exclusive dont nous sommes victimes.

Au nom de cette propreté, au nom des devoirs élémentaires de l'Ecole et de l'Educateur, les instituteurs ne s'inclineront pas !

*

Faut-il que la cause défendue par la Direction des P.T.T. soit mauvaise pour qu'elle donne prétexte au refus par des arguments qui sont manifestement faux.

« Les feuilles dont il s'agit ne paraissent pas régulièrement, notamment de juin à novembre. »

Tous nos journaux scolaires paraissent régulièrement tous les mois, d'octobre à juillet. Ils cessent de paraître pendant les vacances.

Ils ne paraissent pas pendant les vacances, imitant ainsi les journaux pédagogiques qui suspendent également leur publication pendant les vacances, ou publient un ou deux numéros réduits, ou numérotent en double les numéros qui précèdent et suivent les vacances, tous procédés au moins tolérés jusqu'ici par les P.T.T.

Ici encore nous demandons à ne pas être mis à l'écart de la légalité, à ne pas être traités en parias dans une société qui a, plus que jamais, besoin d'une bonne éducation populaire.

Une seule objection — et elle n'est pas citée par les P.T.T. — pourrait peut-être être valable : le chiffre du tirage.

Nos journaux scolaires sont, en général, tirés à 100-120 exemplaires. Mais une partie de ces journaux est distribuée sur place aux parents et aux amis de l'Ecole, de sorte qu'il en reste seulement parfois 30 à 40 pour l'expédition.

Nous demandons alors que, étant donnés les moyens de production et les buts poursuivis, on veuille bien autoriser nos journaux à circuler en périodiques.

La conclusion naturelle de cette démonstration doit être que les journaux scolaires remplissent, au même titre que tant d'autres journaux, les conditions requises par l'art. 90 de la loi de Finances du 16 avril 1930, que la décision prise par la Commission paritaire des Papiers de Presse résulte d'une fausse interprétation de cet article, que le Parlement s'est élevé déjà à deux reprises, à l'unanimité, contre une telle interprétation restrictive, et qu'il exige que les journaux scolaires, qui sont incontestablement un des éléments de la défense laïque, puissent circuler comme périodiques conformément à la loi.

Et nous nous tournerons enfin vers la Commission Paritaire des Papiers de Presse.

Dans une réponse du 17 janvier 1952 à M. Jules Catoire, député du Pas-de-Calais, la Présidence du Conseil (Service juridique et technique de la Presse) précise :

« La Commission Paritaire des Papiers de Presse, statuant conformément aux dispositions du Décret du 25 mars 1950, a estimé que les journaux scolaires ne satisfaisaient pas aux prescriptions législatives précitées. Cette Commission, composée à nombre égal de représentants des organisations professionnelles de la Presse et des Départements ministériels intéressés, et seule compétente en la matière et les textes en vigueur ne m'habilitent pas à réformer ou modifier sa décision. »

Sauf erreur, le président de cette Commission serait M. Albert Bayet. De toutes façons, cette Commission, que nous croyions exclusivement administrative, comporte des représentants des organismes professionnels. Nous allons leur faire tenir le présent rapport en leur demandant de vouloir bien reconsidérer leur décision. Nous estimons que cette décision est une véritable atteinte à leur propre légalité. Forts de ce précédent — et qui compte — les P.T.T. pourront toujours supprimer le bénéfice des périodiques à n'importe quelle publication, ce qui serait manifestement contraire aux principes démocratiques.

Le gérant : C. FREINET.

De l'art, de la chanson de la propagande
SAMEDI 5 AVRIL
à 21 heures précises
Salle Lancry, 10, rue de Lancry
Charles D'Avray
et sa
Compagnie

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e.
F. ROCHON, imprimeur.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

2e REGION

PERMANENCE

Le local de la permanence sera, pour cause d'inventaire, fermé le **lundi 31 mars et le mardi 1er avril.**

PARIS-Ve-VIe (Sacco-Vanzetti). — Réunion de militants vendredi 28 mars, local habituel. Présence indispensable, préparation du Congrès.

PARIS-NORD. (Ascaso et Durruti). — Réunion du groupe vendredi 28 mars, à 21 h., au « Vieux Normand ». Préparation du Congrès.

● **S.I.A.** — Sympathisants ! demandez votre adhésion à la Solidarité Internationale Antifasciste.
(Lola, 12, rue Greffulhe, Levallois.)

4e REGION

NANTES — Les groupes F. Pelloutier et F. Ferrer se réuniront en commun les 1er et 3e samedis de chaque mois de 17 h. à 19 h.
Permanence les autres samedis à partir de 17 h., au siège 33, rue J.-Jaurès.

7e REGION

CLERMONT-FERRAND. — Une permanence est assurée, 9, rue de l'Ange, le mardi de 7 h. 15 à 8 h. 15 ; le jeudi de 13 h. à 14 h. 30 et de 19 h. à 20 h. 30.
Pour tous renseignements s'adresser à Marc Gauthier, 5, rue de la Cartoucherie, Clermont-Ferrand.

8e REGION

LYON-VAISE. — Réunion du groupe les 2e et 4e samedis du mois, à 20 h. 30, Café Adrien, place de Valmy.

OULLINS. — Permanence du groupe le premier samedi de chaque mois, à 17 h., Café Joannès, 1, rue de la République, à Oullins.
Correspondance à Jouannin, 7, rue de la République, à Oullins (Rhône).

10e REGION

TOULOUSE. — Réunion tous les vendredis, Brasserie des Sports, Bd de Strasbourg, à 21 heures. Vente de librairie tous les dimanches, face 71, rue du Taur. Vente du « Llb » à la criée.

11e REGION

PERPIGNAN. — Le groupe se réunit tous les mercredis, au local habituel.
Pour tous renseignements concernant le F. F., adressez-vous au journal, qui nous transmettra.

12e REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis, de 19 à 20 heures, bibliothèque-librairie.
MARSEILLE F.A.4). — Le groupe se réunit tous les mardis de 18 h. 45 à 20 h. 30. 12, rue Pavillon, 1er art, 2e étage, et fournit tous renseignements concernant la F.A.

Ecole du Militant Révolutionnaire de Marseille. — La C.A. rappelle que les cours de l'Ecole ont lieu tous les vendredis, à 19 h. 30, vieille Bourse du Travail, salle C.N.T. Ils sont librement ouverts à toute personne désirant faire ou parfaire son éducation révolutionnaire. Appel à

13e REGION

NICE. — Permanence 16, rue Gioffredo, Café du Centre, le 1er et le 3e samedi du mois, de 15 h. à 17 h.

LYON

GRAND MEETING DE PROTESTATION
contre l'assassinat des 5 syndicalistes de Barcelone
Vendredi 28 mars, à 20 h.
Salle des Réunions Industrielles Palais du Commerce
avec le concours des organisations suivantes
F.A. - C.N.T. - S.I.R. - F.A. Italienne
F.A. - C.N.T. - S.I.A. - F.A. Italienne Hébut.

DÉFENSE DE L'HOMME

Son gala annuel aura lieu en matinée le dimanche 20 avril en la grande Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Paris-Ve.

Nous donnerons ultérieurement le programme complet.

CHEZ LES AUTRES

Rivarol (du 14 mars 1952).

— M. Albert Paraz nous y consacre une trentaine de lignes. Ça commence assez mal pour moi :

« J'ai encore fait de la peine à notre ami Cavan, du « Libertaire ».

— « Notre ami Cavan » !... Cette vache-là veut me compromettre. Après tout le bien que j'ai failli dire de ses livres. après tout le mal que je n'ai pas dit de ses articles ! Quelle ingratitude.

« ... Notre ami Cavan, du « Libertaire », qui nous révèle les curieux tréfonds de son subconscient... »

Et pour découvrir aux yeux du monde horrifié les putrides stagnations qui croupissent au tréfonds de mon Moi secret. Paraz cite la fin de mon papier du 2-2-52.

« M. Paraz soigne une réputation de franchise brutale solidement établie. Est-il un affreux faux-jeton, un salaud ou un jobard ? Il collabore à « Rivarol ». Cela pourrait être une réponse. »

— Prière à tous les lecteurs psychanalistes de m'envoyer d'urgence leur diagnostic. Qu'ils me disent toute la vérité. Je serai fort.

— Tout de même, tenter de dévoiler mes infirmités profondes, c'est d'autant plus écœurant de la part de Paraz, que moi, comme on peut en juger, je n'ai jamais dit que la moitié de ce que je pensais du journaliste qu'il est devenu. Mais continuons :

« Le Libertaire » est un insecte délicat. Pour juger un homme, il ne s'occupe pas de ce qu'il écrit, il épluche la colonne d'à-côté. Quand au superlibertaire, il dépiste ce que le voisin de colonne a écrit dans un journal disparu depuis dix ans. Ce n'est pas, à proprement parler, très intelligent, mais c'est si sympathique.

Et si humain ! » ....

Comprend pas. Que je sache, nous avons toujours « jugé » Paraz en fonction de ses articles et non pas de ceux des sous-produits de nazisme qui l'environnent ?

Ou bien — ce qui serait si sympathique. Et si humain! — faut-il comprendre qu'il déplaît à Paraz d'être assimilé à ceux qu'il hante ?

En tous cas, pour ce qui regarde ces derniers, un « superlibertaire » même pas très intelligent n'a nul besoin d'aller chercher ce qu'ils écrivaient il y a dix ans : ce qu'ils écrivent aujourd'hui suffit.

Ça suffirait même à faire dégueuler une bouche d'égout ou un flicariat au grand complet.

Peut-être pas des flics quand même ils se trouveraient des affinités. Mais faites l'expérience de lire « Rivarol » à haute voix dans une basse-cour.

Finissons-en. Voici la conclusion imprévue de Paraz :

« Ils ne vous feront pas fusiller pour cela. Ah ! si d'autres vous fusillent, parfait, ça les laisse de glace. »

Encore heureux de ne pas se faire traiter de pourvoyeurs de poteau par un collaborateur de ces spécialistes de la question que sont les amis de « Rivarol ».

Nous avons protesté contre les exécutions de victimes, miliciennes ou pas, mais pour ceux qui ordonnaient les assassinats et qui en ordonneraient d'autres demain, il ne s'agit, tout au plus, que d'un règlement de comptes.

Et puis, tout de même, si les théories de ces individus, que notre bon apôtre voudrait nous voir défendre, triomphaient, c'est que nous serions fusillés.

Ça donne à réfléchir.

R. CAVAN.

P.-S. — Quant à Paraz, qu'il se rassure, je lui promets de protester énergiquement dès que j'apprendrai qu'il a été fusillé par « d'autres ».

Manifestation antifranquiste à Grenoble

L'Association Internationale des Travailleurs a organisé une manifestation *animée par l'U.L.C.N.T. de Grenoble.*

Pendant trois heures, le samedi après-midi 8 mars, les militants révolutionnaires ont distribué des tracts appelant la population grenobloise à manifester sa réprobation au fascisme espagnol et aux condamnations de Grèce.

Des panneaux furent promenés dans les artères les plus passantes. L'un annonçait la condamnation de nos camarades d'Espagne et demandait de penser à la solidarité.

L'autre, pour la première fois à Grenoble, faisait connaître notre position troisième front. Ni pour Staline, ni pour Truman, ni pour de Gaulle. Pour l'émancipation du prolétariat mondial. L'effet produit parmi la population fut des plus satisfaisants. Nombreuses ont été les paroles d'amitié et les gestes de sympathie.

Une telle action nous a montré que le prolétariat n'était pas indifférent et que, en lui-même, nos idées et notre geste ont trouvé un écho.

Cela doit nous donner confiance dans l'avenir et dans les chances d'émancipation du prolétariat.

Deux jeunes camarades furent arrêtés pour avoir enfreint les arrêtés municipaux et devront payer une amende. Mais cela est peu de chose en regard du succès de cette manifestation qui a montré l'élan de révolte des travailleurs de Grenoble pour le régime de Franco l'assassin.

GEORGES (*Correspondant*).

M.I.A.J.

Vendredi 4 avril 1952
à 20 h. 30
Grande salle des Sociétés Savantes
8, rue Danton
(Métro : St-Michel, Odéon)
FETE ANNUELLE
du Mouvement Indépendant des Aubergee ds la Jeunesse
Chants, Mimes, Danses Folkloriques
Vedettes du Music-Hall et du Cabaret

CULTURE ET REVOLUTION

BAKOUNINE et "L'HOMME RÉVOLTÉ" d'Albert CAMUS

Le Libertaire, en publiant l'analyse du livre de Camus par Fontenis (Lib. nº 296), ne pensait pas avoir tout dit ni avoir répété en détail certaines erreurs que nous avions décelées dans « l'Homme révolté ». En particulier, au sujet de Bakounine, nous n'avions que manifesté notre étonnement, notre peine de voir Camus méconnaître le grand révolutionnaire.

Aujourd'hui, G. Leval se penche sur les stupéfiantes affirmations de Camus et apporte au débat toute sa connaissance de Bakounine.

Il reste bien entendu que les colonnes du Libertaire *sont ouvertes à Albert Camus pour une contre-réfutation.*

par **GASTON LEVAL**

ALBERT CAMUS, qu'avez-vous lu de Bakounine ? En votre âme et conscience, répondez-vous à vous-même avec cette droiture et cette sincérité que vous exigez des autres. Mais je peux répondre pour vous. Vous avez lu des commentateurs, les uns hostiles, d'autres ignares, et d'autres superficiels. Et d'eux vous avez pris ce qui répondait à votre opinion ou à votre propos. Vous vous êtes beaucoup moins inspiré de commentateurs sérieux et honnêtes comme Kaminski, Paul Elbtzascher, Amédée Dunois, Marc de Préaudan, encore moins de Max Nettiau ou de Kropotkine. Vous ignorez le témoignage de James Guillaume, l'opinion de Bertrand Russel. Vous n'avez probablement pas même lu la préface à la *Correspondance* de Bakounine, écrite par Dragomanoff — ou si vous l'avez lue, votre partialité n'en est que plus éclatante, ni celle écrite par Brupbacher à la *Confession* où des renseignements exacts se mêlent à des appréciations ineptes, ou vous n'avez retenu que ces dernières.

Vous êtes si peu informé de Bakounine que vous confondez le *Catéchisme Révolutionnaire* avec le *Catéchisme DU Révolutionnaire*. Et je vous assure que toute la sagesse humaine est contenue dans les cinquante pages du premier de ces deux documents.

Les *Œuvres* de Bakounine publiées en français composent six volumes, 2.300 pages en tout. Vous trouverez au moins trois des six volumes à la Bibliothèque Nationale, vous en trouverez quelques autres au Musée Social. Dans ces deux centres de culture, vous trouverez également la monumentale biographie écrite par Max Nettlau, *Life of Bakunin* dont des lettres qui ne figurent pas dans la *Correspondance*, et le *Catéchisme Révolutionnaire*, pratiquement inconnu.

Mais c'est surtout dans ces six volumes que la pensée, philosophique et sociale de Bakounine est exposée. Dragomanof n'en a connu qu'une partie. Brupbacher n'a retenu que la soi-disant hostilité bakouninienne contre la science. Ne parlons pas d'Irène Isvolsky, qui prétend avoir lu douze tomes des *Œuvres* alors qu'il n'y en a que six, et qui n'en a certainement pas lu un seul. Ne parlons pas d'autres, romanciers plus qu'historiens ; lorsqu'on voit ces déformations, ces incompréhensions, cette paresse d'esprit, ces mutilations volontaires de la pensée réelle de Bakounine, on désespère devant tant de stupidité et de mauvaise foi.

Vous commettez aussi une autre faute impardonnable pour un homme de votre envergure, qui s'érige en censeur moral de tout et de tous. Sciemment ou non, vous confondez fréquemment le Bakounine de vingt-six ans avec le Bakounine de cinquante-cinq ans. Et, ainsi, vous attribuez au Bakounine anarchiste des opinions, des attitudes du Bakounine slaviste, et vice-versa. Cela contribue à nous présenter cet homme dont la seule pensée pourrait guider l'humanité pendant des siècles, comme un hurluberlu plein de contradictions.

C'est dans les écrits philosophiques et sociologiques du penseur que vous vous obstinez à appeler *anarchiste* qu'il faut, avant tout, chercher la pensée de Bakounine. Non dans telle ou telle lettre, écrite au long de sa vie, en des circonstances spéciales ; non dans la *Confession* au tsar, écrite, encore une fois, quand Bakounine n'était pas anarchiste et à laquelle vous donnez un poids qu'elle n'a pas. Si vous aviez lu ces écrits, vous n'auriez pas émis des jugements qui, me disait ma compagne, — qui vous estimait aussi hautement que je vous estimais moi-même, — sont inimaginables de la part d'un homme comme Camus. » Cela résume l'opinion de beaucoup d'entre nous.

Je vais, me basant sur ces écrits, et sur des témoignages, sur l'œuvre réelle de Bakounine et sur la véracité historique, réfuter chacune de vos affirmations les plus graves. Je devrai forcément m'étendre, car il me faut prouver, donc documenter. Ce que vous auriez dû faire aussi.

LE DESTRUCTEUR

Vous écrivez de Bakounine :

« Il était allé à l'absolu comme il devait aller à la destruction totale, du même mouvement passionné, dans la rage du « Tout ou Rien » qui se retrouve chez lui à l'état pur... La lutte contre la création sera donc sans merci, et sans morale, le seul salut est dans l'extermination ». « La passion de la destruction est une passion créatrice »... Pisarev justifie Bakounine. Celui-ci voulait certes la liberté totale. Mais il la cherchait à travers la totale destruction ».

On croirait lire Irène Isvolsky, nous présentant Bakounine apôtre ardent de la « pandestruction ».

Eliminons d'abord la phrase célèbre reproduite entre guillemets. J'ai signalé, dans un article récent, que cette phrase était la conclusion d'un article qui occupait vingt colonnes des *Deutsche Jahrbücher* ; que Bakounine, encore sous l'influence de la gauche hégélienne, écrivit à vingt-six ans ; qu'enfin, séparée de son contexte, cette phrase avait une toute autre signification de ce qu'elle a, comme conclusion générale d'un article où l'on attaque la réaction et le conservatisme pour vanter la liberté. Lisez cet autre fragment, qui précède :

« Le principe démocratique ne consiste pas seulement dans une large affirmation, mais aussi dans la négation de ce qui est positif (1) ; c'est pourquoi la démocratie devra disparaître en même temps que ce positif, pour rejaillir, ensuite, librement, sous une forme nouvelle et dans la plénitude vivante de son être. Et cette régénération du parti démocratique en lui-même ne présentera pas un simple changement quantitatif, un élargissement de son existence trop exclusive et par cela même très défectueuse, Dieu l'en garde ! Une telle propagation amènerait l'aplatissement dans le monde entier et le résultat auquel elle arriverait finalement serait la réalité absolue — mais bien une transformation *qualitative*, une révélation vivante et vivifiante, un ciel nouveau et une terre nouvelle, un monde juvénile resplendissant de beauté dans lequel toutes les dissonances qui ont lieu aujourd'hui se confondront et feront place à une harmonieuse unité. »

Je pourrais citer d'autres fragments. Celui-ci suffit pour comprendre. La terrible phrase, que Dragomanov traduit comme suit : « L'atmosphère de la destruction est en même temps celle de la vivification » ne signifie donc pas ce que vous prétendez après tant d'autres. Elle annonce une construction nouvelle du monde. Exactement le contraire du seul plaisir de la destruction (2).

Il est impossible de reproduire toutes les pages où Bakounine expose ses conceptions philosophiques. Je n'en citerai qu'une. Je pourrais en citer vingt, trente, cinquante, absolument concordantes. Lisez donc, Albert Camus :

« Tout ce qui est, les êtres qui constituent l'ensemble indéfini de l'univers, toutes les choses existantes dans le monde, quelle que soit d'ailleurs leur nature particulière, tant sous le rapport de la qualité que sous celui de la quantité, les plus différentes et les plus semblables, grandes ou petites, rapprochées ou immensément éloignées, exercent nécessairement et inconsciemment, soit par voie immédiate et directe, soit par transmission indirecte, une action et une réaction perpétuelles ; et toute cette quantité infinie d'actions et de réactions particulières, en se combinant en un mouvement général et unique, produit et constitue ce que nous appelons *la vie, la solidarité et la causalité universelle, la NATURE.* »

Et un peu plus loin :

« L'ayant ainsi expliquée, je puis dire maintenant, sans crainte de donner lieu à aucun malentendu, que la causalité universelle, la *Nature crée le monde*. C'est elle qui a déterminé la configuration mécanique, physique, chimique, géologique et géographique de notre terre, et qui, après avoir couvert sa surface de toutes les splendeurs de la vie végétale et animale, continue de *créer* encore, dans le monde humain, la société avec tous ses développements présents, passés et à venir. »

Comparez cette page — et j'insiste sur ce fait qu'il y en a beaucoup d'autres — avec votre affirmation :

« La lutte contre la création sera donc sans merci et sans morale ».

Je laisse le côté philosophique et j'aborde le seul domaine humain.

Bakounine voulait, dites-vous, « la liberté totale » « à travers la totale destruction ».

Toute la vie de Bakounine, tous les témoignages directs démentent cette affirmation. En Suisse, avant 1844, Bakounine qui a déjà commencé à s'occuper du socialisme français, est en rapports avec Weitling, le fondateur de la Ligue communiste allemande, avec Philippe Becker et Schmidt, amis de Weitling.

Après son expulsion de Suisse pour ces rapports avec Weitling, il écrit, le 14 octobre 1844, à son ami Reinhold Solger : « Je travaille très assidûment à l'exposé et à l'approfondissement des idées de Feuerbach (2) ; par conséquent, j'étudie beaucoup l'économie politique, et je suis communiste de cœur. »

A cette époque, Bakounine cherchait son chemin. Il était en contact avec Lamennais, George Sand alors socialisante, Proudhon, Marx vers les idées duquel il penchait pour l'Occident. Au verso, il préconise la Fédération slave. Tirant parti des idées et des théories de l'historien Lelewel qu'il fréquente aussi à Paris ainsi que beaucoup d'autres personnalités dont Michelet, qui l'admirait, il conçoit cette fédération comme une vaste union sur le principe du « gminowladstwo » (souveraineté du peuple et régime des communes démocratiques). Il prend part à la révolution de février 1848. Selon vous, qui vous basez seulement sur la *Confession* dont vous reconnaissez qu'elle n'avait pour but que de tromper le tsar, Bakounine ne sut, là, que donner libre cours à « cette joie de détruire ». Selon Herzen, qui témoigne directement, « Bakounine se lance corps et âme dans la révoluiton. Il ne quitte plus les postes des « Montagnards » ; il y passe des nuits, mange avec eux et ne se lasse pas de leur prêcher le communisme et « l'égalité du salaire » ; le nivellement au nom de l'égalité, l'émancipation de tous les Slaves, l'abolition de tous les Etats analogues à l'Autriche, la révolution « en permanence » et la lutte implacable jusqu'à l'extermination du dernier ennemi ».

J'ai reproduit le paragraphe entier. La deuxième partie me semble un peu poussée ; mais la première prouve que nous sommes loin du seul plaisir de la destruction érigée en principe unique.

Bakounine part de Paris. Après bien des tribulations, il arrive à Prague, prend part au congrès slave — juin 1848 — et oppose à la conception étroite des panslavistes réactionnaires « sa fédération slave démocratique, et s'applique à éveiller la défiance des conservateurs contre les dynasties russe et autrichienne. Il préconisa entre *les peuples* slaves ,une alliance fédérative devant avoir pour base la liberté de tous, l'égalité entre tous et l'amour fraternel. Toute forme d'assujettissement devait disparaître. Il ne devait plus y avoir d'autres inégalités que celles créées par la nature. Plus de castes ni de classes en quelque lieu qu'une aristocratie, une noblesse privilégiée existât encore, celle-ci devait renoncer à ses privilèges et à la richesse » (3).

Le 7 janvier 1849, *Le Peuple*, organe de Proudhon, publiait un éditorial commentant une lettre « de notre ami Bakounine, le boyard russe proscrit et dépouillé par les ukases de Nicolas) ». L'article refère la lutte à ce congrès de Prague, entre la tendance gauche et « les agents du tsar et ceux de l'empereur d'Autriche ». Et il poursuit :

« Les démocrates déjouèrent les intrigues dynastiques : la féodalité nobiliaire, la féodalité industrielle furent flétries, condamnées par le congrès, qui offrit son alliance aux Magyars, aux Allemands, aux Italiens, si ces peuples voulaient, de leur côté, les seconder dans la reconstruction de leur nationalité ».

Dans ce même congrès, Dragomanov nous dit que Bakounine et un nommé Libelt « se distinguèrent par leurs talents, leur instruction et leur libéralisme et, personnellement, eurent une grande influence sur leurs collègues du congrès. Bien qu'ils y figurassent à titre d'étrangers, ils furent nommés membres du Comité diplomatique et chargés, avec Zach, de rédiger l'*Appel* à tous les peuples d'Europe. Ce projet définitivement rédigé par Palatzki, fut accepté dans la séance plénière du congrès ; il doit être considéré, en quelque sorte, comme l'œuvre de Bakounine qui, d'ailleurs, en partageait les idées principales. Dans cet Appel, le congrès proclamait l'émancipation des peuples, à l'intérieur comme à l'extérieur, et dans ses conclusions proposait d'organiser un congrès pan-européen ». Et A. Springer, cité par Dragomanov, témoigne que « la grande animation des séances privées des sections était provoquée par le Russe Bakounine ».

(1) « Positif » était alors synonyme de conservatisme social et politique.

(2) Vous ne dites rien, car vous l'ignorez, de cette influence, plus importante que celle de Hegel, de la pensée de Feuerbach, qui fut philosophiquement un précurseur du socialisme. Dans son célèbre discours prononcé à Paris le 29 novembre 1847 — discours qui lui valut son expulsion de France sur l'intervention de l'ambassade russe — et où il célèbre le dix-septième anniversaire de l'insurrection polonaise, Bakounine prône la réconciliation des Polonais et des Russes par une action révolutionnaire commune contre le despotisme de Nicolas. Pour le seul plaisir de détruire un empire ? Non. Pour l'Orient, dont la situation politique et l'évolution sociale ne sont pas celles de la France ou de l'Italie.

(3) Edit. Pierre Seghers. Poètes d'aujourd'hui.

(A suivre.)

CLASSIQUES DE L'ANARCHISME

Les anarchistes et la revendication

REFORMES ! Révolution ! Deux termes qui, dans l'esprit de beaucoup, ont été longtemps exclusifs l'un de l'autre. Du premier, les défenseurs de l'ordre social actuel se font un drapeau pour mieux nier le second. Et les politiciens qui se déguisent sous l'épithète de socialistes se prévalent de plus en plus de la conquête des réformes illusoires nouvellement inscrites à leur programme, pour oublier les revendications qu'ils formulaient alors qu'ils n'étaient pas encore un parti politique et se proclamaient révolutionnaires avant tout.

Et nous autres anarchistes, il faut bien le reconnaître, nous les avons longtemps repoussés en bloc, en haine de ceux qui les présentaient comme un remède social, sans comprendre que quelques-unes d'elles entraînaient toujours la masse.

C'est que, lorsque les anarchistes se séparèrent des socialistes, ce fut surtout sur la question du suffrage universel et parce que c'était par la voie du parlementarisme que les politiciens prétendaient faire appliquer leurs remèdes au malaise social.

Pour justifier leur participation à la comédie parlementaire, ceux qui prétendaient être socialistes — et l'avaient été jusque-là — commencèrent à donner trop d'importance aux réformes. Au lieu de les considérer pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire une amélioration temporaire à la situation présente ; ils en étaient arrivés à en faire le but de la lutte.

Les anarchistes emportés par l'ardeur de la lutte, exaspérés de voir que les socialistes prenaient pour but principal ce qui n'est, et ne doit être qu'un épisode de la lutte ; faible minorité dans le parti socialiste dont ils se détachaient ; ayant à formuler leurs propres idées qui existaient, en leur cerveau, plutôt à l'état d'aspirations que de théories nettement définies, furent entraînés à nier non seulement l'efficacité des réformes pour transformer l'état social présent, mais même toute valeur momentanée et de circonstance.

Et plus les socialistes vantaient l'efficacité des réformes qu'ils préconisaient, plus les anarchistes s'acharnaient è démontrer qu c'était perdre son temps de courir après une réforme qui, une fois réalisée, serait vite annihilée de par le jeu des institutions économiques, forcés que l'on serait, d'en réclamer de nouvelles à bref délai, pour suppléer à l'insuffisance de celles précédemment obtenues, ou même pour pallier leurs mauvais effets.

Et les arguments ne manquaient pas; car, en définitive, c'est la vérité pour presque toutes.

Le jeu des institutions économiques et politiques étant ainsi organisé, que les bénéficiaires de l'ordre social actuel sauront toujours tourner à leur profit tout changement qui laisse intact leur droit d'exploitation.

Et les anarchistes ayant à combattre et la société bourgeoise qui sentait en eux ses réels ennemis, et les pseudo-socialistes qui, sous couleur de transformation sociale ne visaient qu'à se faire une place dans l'exploitation gouvernementale en égarant les travailleurs à la poursuite de conquêtes illusoires, restèrent, ainsi, longtemps éloignés du mouvement ouvrier qui restait la proie des politiciens.

Car, s'il est exact, au sens absolu, que toute réforme qui n'attaque pas le principe même de l'exploitation de l'homme par l'homme peut être annihilée et même se retourner contre ceux pour qui elle est promulguée, par le fait que, dans l'état social actuel, celui qui a de l'argent finit toujours par être le maître — tant que ses exploités ne feront pas bloc contre lui, — il n'en est pas moins vrai que la révolution, tout en étant l'arme suprême qui terminera le différend, ne peut être un but.

La force des choses l'imposera, elle ne peut pas être un idéal, car elle doit être provoquée par un changement dans les idées, dans les besoins, dans les aspirations des individus, elle ne peut en être le facteur.

Et en attendant qu'elle se fasse, il y a la vie de tous les jours, avec toutes ses misères, comme ses joies, avec ses luttes de tous les instants, aussi pour obtenir un avantage léger que pour défendre celui qui est acquis, qui veut que l'on ne se désintéresse pas de l'état présent pour un avenir éloigné et incertain. D'autant plus qu'une transformation plus grande ne peut être que la somme d'améliorations plus petites, obtenues peu à peu.

Telle est, par exemple, la défense des salaires contre la diminution que les patrons ont toujours tendance à opérer, ou leur augmentation sous la pression des besoins nouveaux qui se font jour, ou du renchérissement des conditions d'existence.

Telle est la réduction des heures de travail qui, elle, reste bien une véritable conquête pour l'individu et ne peut pas lui rester indifférente, sous prétexte qu'il viendra un jour — quand ? il l'ignore — où il pourra travailler comme il l'entendra, n'ayant plus de maîtres.

Jean GRAVE.

Le calendrier révolutionnaire

28 MARS 1934

La C.N.T. d'Asturias, Léon et Valencia établit un accord avec la U.G.T. (syndicat réformiste) sur le plan tactique. Cet accord stipule l'établissement d'un régime d'égalité économique fondé sur les principes socialistes fédéralistes, et la continuité de la lutte jusqu'au triomphe de la Révolution Sociale.

29 MARS 1919

L'acquittement de l'assassin de Jean JAURES provoque une grande manifestation à Paris. Il y eut des bagarres entre libertaires et policiers. Place de l'Opéra, un jeune mécanicien, LORNE, fut tué d'un coup de feu.

30 MARS 1925

A FERRARE (Italie), la foule envahit plusieurs boulangeries municipales. Ceci donne lieu à plusieurs incidents avec les forces de l'Etat fasciste.

31 MARS 1871

Versailles réclame des renforts pour combattre les « COMMUNARDS » soulevés en diverses localités. Les soldats d'un régiment de ligne cantonné à Limoges et qui devaient être conduits à Paris se mutinent et se joignent au peuple.

1er AVRIL 1871

Puissant mouvement gréviste en Angleterre. Les manifestations revendicatives qui ont pris naissance dans les usines métallurgiques de Sunderland, s'étendent à tout le pays, atteignant leur point culminant dans la prise de Newcastle. Les travailleurs obtiennent un triomphe complet.

2 AVRIL 1936

En Espagne, le gouvernement de Front Populaire réprime avec violence toute manifestation ouvrière. A Barcelone, par exemple, 87 ouvriers, adhérents au syndicat de la métallurgie de la C.N.T., sont arrêtés.

3 AVRIL 1907

Au cours d'une conférence qui s'est tenue à Paris, le syndicaliste allemand Robert MICHELS déclare : « Malgré ses deux millions et demi de suffrages socialistes, l'Allemagne pèse sur l'Europe comme une menace de guerre et de réaction. »

VICTOR HUGO

Choix de Poèmes

Il convient de louer L. Perche d'avoir écarté de ce recueil les morceaux de grandiloquence alexandrine qu'on donne à apprendre par cœur aux élèves des écoles et qui risquent de masquer l'autre visage de Victor Hugo, celui du poète de l'amour, le plus grand peut-être avec Baudelaire. Des longs poèmes des « Contemplations » à ceux, plus courts, de « Toute la Lyre », c'est un Hugo tour à tour en prole aux sentiments les plus complexes, aux rêves les plus étranges et à la fantaisie la plus originale qui nous est présenté ici. Il est regrettable cependant que ne figurent pas dans ce volume quelques-unes des « Pierres » (textes publiés pour la première fois l'an dernier) dont le caractère lapidaire, aphoristique, nous révèle un Victor Hugo concis, aspect tout à fait insoupçonné jusqu'alors.

On aurait aimé, en outre, que l'esprit présidant à ce choix se retrouvât également dans l'introduction qui reste malgré tout, tant par la sécheresse de la forme que par la minceur du contenu, fort scolaire.

J. S.

(3) Edit. Pierre Seghers. Poètes d'aujourd'hui.

La Société du Grenier

par **ERNST KREUDER** (1)

DE l'Allemagne d'après-guerre, après une série souvent lassante de « témoignages », nous parvient enfin un roman qui ne doit rien, pour une fois, à cette fameuse école documentariste dont on nous rebat les oreilles. Avec *La Société du Grenier*, Ernst Kreuder s'écarte résolument de tout procédé narratif, et nous tire comme d'un chapeau, une suite inattendue de hasards et de rencontres, qui, sur un air d'orgue de barbarie, révèle les aspects les plus exaltants de l'aventure gratuite. Cette association hétéroclite de personnages essentiellement *libres*, vivant au gré total de leur fantaisie, et se refusant aux dictats d'un monde dont ils contestent la logique, Kreuder ne l'intitule « irréaliste » que par pure convention verbale : leur action foncièrement mystifiante les situerait tout aussi bien sur le plan du surréalisme. A hauteur des échasses d'un homme-sandwich, l'œil plonge au sein des cryptes où tourbillonne un clown, jusqu'aux oubliettes d'un ermite aux rebords policiers, lequel, distribuant les indices d'une course au trésor, fournit aux conspirateurs le masque ambulant d'un bateau-mouche. Au lecteur la surprise agréable de surprendre les secrets de ce capricieux mécanisme : il y découvrira, outre l'expression d'un optimisme très peu conventionnel, un style qui n'a de précédent que celui, désinvolte, d'un Gilbert Keith Chesterton. Enfin, sur l'exercice de la liberté, Kreuder leur offrira, en suite d'une longue liste de recettes pratiques, cette envolée finale vers la connaissance poétique, que seuls recèlent quelques-uns des Grands Livres : *Moby Dick, Gordon Pym, Vathek*. Ce « moulin qui tourne au fond d'un miroir », n'est-il pas singulièrement proche des blancheurs révélatrices qui s'étendent, depuis l'Arctique, jusqu'au fin fond de l'antre d'Eblis ?

Robert BENAYOUN.

(1) Plon (Feux Croisés).

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P .8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Les prix indiqués sont compris franco

ROMANS

Croisades sans croix	Koestler	240
Les hommes ont soif	—	825
La mort en face	E. Roblès	420
Bethel Merriday	U. Sinclair	295
Le Christ à Hollywood	—	230
Le pain et le vin	I. Silone	450
Le grain sous la neige	—	525
Le petit monde de Don Camillo	Guareschi	495
Voyages sans cartes	G. Greene	585
L'agent secret	—	375
Secret et violence	G. Claser	745
Agostino	A. Moravia	145
La belle romaine	—	525
Le nain gigantesque	Kahler	290
L'étranger	A. Camus	320
Les justes	—	220
Le malentendu — Caligula	—	420
L'état de siège	—	310
Ravage	R. Barjaval	150
Marie-Claire	M. Audoux	150
L'atelier de Marie-Claire	—	150
Jours de famine et de misère	N. Doff	210
Le festival	M. Raphaël	255
Le plus sot animal	A. Huxley	230
Si l'Allemagne avait vaincu	R. Robban	465
Veille de fête	R. Boutefeu	420
Nora ou la cité interdite	J. Marestan	255
La femme du docteur	—	320
Le feu qui prend	J. Cayrol	480
L'ombre suit le corps	D. Rolin	420
Les Marais	—	420
Les deux sœurs	—	420
Maguelonne	G. Nançay	420
Pièces roses	J. Anouilh	445
Pièces noires	—	595
Les vraies richesses	J. Giono	390
Les fleurs du mal	Baudelaire	150
Lettre du voyant	Rimbaud	420
Les jeux du cirque	U. Sinclair	285
Justine ou les malheurs de la vertu.	Sade	945
L. F. Céline tel que je l'ai vu	M. Hindus	300
Scandale aux Abysses	L.-F. Céline	780
En gagnant mon pain	M. Gorki	315
Ma vie d'enfant	—	315
Les manants du Christ	G. Regler	675
Et le buisson devint cendre	M. Sperber	645
Plus profond que l'abîme	—	435
La hache de Wandsbek (2 tomes)	A. Zweig	825
Colin-Maillard	R. Neumann	560
L'enquête	—	310
Les enfants de Vienne	—	270
Journal d'Anne Franck	—	420
Les enfants Jéromine (2 tomes)	E. Wiechert	1.170
Le cœur net	C. Marker	420
Nouvelles histoires extraordinaires	E. Poë	180
L'Honneur de Pédonzigue	R. Rabiniaux	450
L'homme de la scierie	A. Dhotel	585
Un anarchiste de la belle époque	A. Sergent	420
Le Simplon fait un clin d'œil au Fréjus	E. Vittorini	380
L'or	B. Cendrars	330
Histoires vraies	—	330
Anthologie nègre	—	405
L'enfantement de la Paix	H. Poulaille	270
Pain de soldat	—	495
Le pain quotidien	—	330
Ils étaient quatre	—	240
Les damnés de la terre	—	330
Le trimard	E. Bachelet	250
Entretiens	P. Léautaud	790
La jungle est neutre	S. Chapman	495
L'enfant	J. Vallée	230
Le bachelier	—	230
L'insurgé	—	230
Héloïse et Abélard	R. Vaillant	165
Bon pied, bon œil	—	330
Tout un monde	R. Nil	255
Coups de barre	J. Malaquais	290
Les frères Karamazov	Dostoïevski	730
Lettres personnelles à M. le Directeur	C. Mannoni	420
Les Conquérants	A. Malraux	405
Fontamara	I. Silone	405
La 25e heure	Gheorghiu	605
Treize à la douzaine	E.-F. Gilbreth	420
Six filles à marier	—	420
Diable de Patrick !	Kenney	420

ART ET POESIE

Paroles	J. Prévert	635
Spectacle	—	600
Les soliloques du pauvre	J. Rictus	395
Le cœur populaire	—	345
L'art nègre	—	480
Molière en Afrique noire	P. Ringel	300

EDUCATION SEXUELLE

Le bonheur intime	Naguib Riad	615

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

PINAY

boycotteur de l'échelle mobile

DES Folies-Bourbon à la Pouponnière du Luxembourg, les textes sur l'échelle mobile font la navette. En première, en seconde lecture, on biffe, on rature, on transforme le texte initial.

La déposition du projet de loi sur l'échelle mobile était loin d'avoir notre accord. D'abord, parce qu'il ne prévoyait pas comme clause essentielle l'établissement de la parité salaires-prix, et la non hiérarchisation dans son application.

Que va-t-il en sortir ? Un étrange salmigondis.

Ceux qui hier ont voté le texte au Parlement, le voteront-ils demain ? Ce n'est pas certain. Quelles que soient leurs décisions, elles n'apporteront pas à la classe ouvrière ce qu'elle désirait, ce qu'elle veut, ce qu'elle doit conquérir par l'action.

Cela permettra, sans aucun doute, de ne point compter sur l'action bénéfique des « représentants » ouvriers, illusions encore trop profondes.

L'échelle mobile, revendication ouvrière, est une brèche dans l'économie capitaliste. Une petite brèche, certes, mais son application dans les termes définis par les communistes libertaires, amenuise l'apport de profits exorbitants des tenanciers du régime d'exploitation.

Ce n'est pas parce que Pinay veut nous faire le coup de la baisse, que la classe ouvrière est disposée à abandonner cette revendication. Elle n'est nullement prête à la reléguer en seconde zone, attendu, que les bonzes des centrales syndicales seraient, eux, plutôt enclins à le faire.

L'unité d'action qui se réalise à la base, malgré les pontifes, malgré le sabotage des politiciens syndicaux, est le premier pas vers une action généralisée, vers la grève avec des buts strictement économiques.

Le flot monte. La marée pourrait bien balayer tous les faux capitaines.

La classe ouvrière exige l'échelle mobile, non pas celle travestie par ceux qui lui promettent beaucoup et ne lui apporte rien. Mais celle qui élévera son niveau de vie présentement.

Nous sommes pour la revendication immédiate de l'échelle mobile parce que celle-ci a l'agrément de la classe ouvrière.

Les communistes libertaires sont solidaires de leur classe, de la classe ouvrière.

LIB.

Les prolos parlent aux prolos

UN CLIMAT D'OPPRESSION

L'UNIVERS de cheminées, de gazomètres, de rues noires, couloirs souvent entre deux murs hostiles, les taudis, les bas salaires et l'implacable tristesse qui pèse sur ces lieux où des hommes vivent en foule au pied des usines monstrueuses ne forment que l'aspect matériel de la condition prolétarienne, : de notre condition.

Il faut pénétrer dans l'usine, vivre au cœur même de ces entreprises créées par nos mains pour se rendre compte qu'une oppression toute morale, certes, mais combien rigoureuse, provoque en nos cœurs un sentiment que nul sociologue bourgeois n'a jamais éprouvé, un sentiment que nul ne connaît s'il n'a été lui-même un certain temps prolétaire.

L'hostilité du milieu technique n'est pas seulement dû au travail mécanisé, automatique, au bruit infernal, à la création inconsciente qui est la rançon du fractionnement d'un tout poussé à l'extrême, de la poussière, du cambouis, de la fatigue, de la monotonie exaspérante que provoque la vue du même engrenage, du même arbre à came tournant à la même cadence pendant des heures et des heures qui n'en finissent plus. Non. Mais tout cela ajoute encore et pèse d'un poids terrible sur cette invraisemblable anomalie qui fait de nous les éléments les moins importants de l'usine. Il n'y a qu'à ouvrir le portail ou donner un coup de téléphone : du matériel humain il y en a plein les rues ! Dès qu'il arrive, on lui dit : « Vous avez ceci et cela à faire ». C'est tout. Et le voilà derrière une « bécane », petit, invisible presque, dévoré par les billes, les presses, les câbleuses, ahuri par le tintamarre, apeuré, seul, abandonné en tant qu'homme. Mais surveillé de près en tant que O.S., qui, machine de chair et de sang qui doit produire, qui ne doit pas s'arrêter, ni parler (en hurlant) au compagnon de chaîne.

Entre nous et les « blouses blanches » aucun contact. L'ingénieur, le technicien a tout à fait oublié que la machine est servie par un homme. Il ne connaît que la machine; il s'en approche, l'examine, sort son compte-tours, réfléchit un moment, s'éloigne. L'homme, qui s'était reculé, reprend sa place. Deux mondes. Deux classes, plus précisément : le prolétaire et le petit-bourgeois que sont en général les cadres.

Eux sont en haut. Nous, en bas. Car nous ne sommes que des O. S., c'est-à-dire rien moins qu'un boulon. Pourtant on n'a pas oublié que malgré tout nous restons des hommes, qu'il faut nous surveiller. Car enfin, voici une usine qui vaut une prodigieuse fortune, elle est peuplée par des centaines d'ouvriers, de gens qui peuvent casser, saboter, voler... La surveillance, donc, doit être extrêmement sévère, méticuleuse, les interdictions nombreuses, le règlement très étudié. Les ouvriers représentent, pour la société industrielle, un perpétuel danger. On les numérote, on les classe grâce à une hiérarchie arbitraire : les OS-1 OS-2, P-1, P-2, P-3, qui provoque la compétition qu'avivent les primes, les gratifications diverses. A l'extérieur, l'œuvre de division est reprise en main par une collection de charlatans de la politique et du syndicalisme. Derrière ceux-ci se profile l'ombre du flic; ils sont les domestiques du patronat et de l'Etat. Leur rôle est de tenir en tutelle ce prolétariat à qui l'on n'accordera jamais qu'un indigne espoir alimentaire ; à qui l'on offre toujours les « valeurs » afin qu'ils se persuadent qu'une « loi naturelle » les oblige à l'obéissance passive et que ne s'abolisse pas l'adoration des chefs qui fait les Etats puissants et la fortune des patrons.

Le milieu d'usine est la réplique sans pudeur du milieu social. Aucun dégradé ne nous sépare des privilégiés : ingénieurs, directeurs,, qui ont leurs voitures rangées dans la cour. Les actionnaires sont loin... Eux sont là. Ils sont nos exploiteurs de fait. Et nos surveillants, nos flics. Ils sont les gardes-chiourme les plus intelligents, les plus efficaces du patronat. Nous ne sommes, en effet, plus que des accessoires de machines, nous devons les suivre. Si nous fléchissons, la production ralentit. Alors, on change l'accessoire, nous retrouvons notre liberté. La seule que nous connaissions : celle de crever de faim.

De ce fait, une sourde crainte règne sur ces lieux. Et cette usine qu'un souffle colossal anime jour et nuit, cette usine que nous avons bâtie, qui crée des richesses par monceaux, qui serait morte sans nous, est notre prison. Elle nous domine, elle a raison de nous. Jamais un chant n'y a retenti, la joie y est inconnue, on la jugerait insolite. Notre seul et fervent espoir, chaque jour renouvelé, est le coup de sirène libérateur. Il nous pousse, troupeau désordonné, vers le portail béant, vers là-bas, vers la rue. La rue triste et sale. Et puis, demain matin, au petit jour, en longues files siencieuses, nous nous retrouverons aux mêmes endroits, hâtifs, courbés, écœurés, à la pensée des heures, de ces heures maudites qui ne passent plus, qui se figent au cadran et que nous allons subir.

Notre travail, source de toute prospérité, n'est pour nous qu'une malédiction. Il nous déshumanise alors que, au contraire, il devrait nous élever, nous grandir. Nous verrons pourquoi, très prochainement.

ERIC-ALBERT.

LE COMBAT OUVRIER

Grèves en Italie

DEPUIS un mois environ, les travailleurs italiens ont intensifié leur lutte.

Grèves de harcelement, débrayages répétés, grèves générales de corporation sont les armes qu'ils utilisent de plus en plus pour lutter contre le chômage grandissant, les salaires de misère, le trop grand nombre d'heures. Ces mouvements sont le fait de dizaine de milliers d'ouvriers de toutes appartenances syndicales.

A Gênes, chez Ansaldo, les travailleurs agissent contre le licenciement de 600 des leurs pour « raisons d'économie ». Vendredi dernier, une grève générale des mineurs eut lieu. Les métallurgistes de Florence, de Livourne et de Turin se sont, eux aussi, mis en grève.

Les ouvriers des compagnies pétrolières luttent déjà pour la signature d'un contrat collectif entre eux et leurs compagnies.

De même les immenses usines de pneus Pirelli et Michelin sont en effervescence.

Pour nos camarades d'Italie les problèmes économiques et sociaux se posent avec plus d'acuité encore que pour nous-mêmes.

Ils ont en effet à lutter contre l'accroissement d'un chômage déjà immense et contre des conditions de vie pires que celles qui nous sont imposées.

S.

DANS LE TEXTILE

La productivité accroît la misère des ouvriers

LA rapacité patronale qui pèse de plus en plus sur l'ouvrier, sous la forme scientifique de rationalisation du travail, en arrive à son stade le plus cruel. Je ne parlerai ici que de son application dans l'industrie textile ou dans la plus forte proportion ce sont les femmes qui en subissent les désastreuses conséquences ; quoique les hommes en soient également victimes dans son application.

Dans la majorité des entreprises cette rationalisation a pour base scientifique : le chronométrage, agrémenté de tarifs calculés en valeur point textile des plus complexes, ce qui met les ouvriers dans l'impossibilité de contrôler leur compte.

Il se produit donc cette chose des plus arbitraire et écœurante : des ouvriers travaillant sans savoir comment ils seront payés pour leur travail fourni...

Les chronométrages se font à la moindre constatation de hausse de la production et occasionne une diminution automatique des tarifs.

« Car les patrons ne veulent admettre sous aucun prétexte que cette augmentation de production constatée puisse venir d'un effort de l'ouvrier. Non ! Amélioration de la production signifie : meilleure qualité de matière ou technique, etc... ; les ouvriers n'ont pas à en profiter. »

Il se produit donc ceci dans la majorité des usines pour ne pas dire toutes, les ouvriers et ouvrières travaillant à la production, n'arrivent que difficilement à dépasser les tarifs syndicaux de base.

Comment cela se produit-il ?

Parti avec comme tarif syndical de base un salaire représentant une activité de 60 % de l'activité totale « c'est-à-dire 100 % système forçat ». Les efforts que l'ouvrier produit pourraient l'amener à améliorer son salaire de 10, 20 ou 30 %. Mais comme immédiatement à toutes hausses constatées un nouveau chronométrage étant effectué et un nouveau tarif appliqué (et les variantes pouvant se trouver à l'infini dans le textile) autant dire que les ouvriers ne s'y reconnaissent plus.

Mais constatent soit pour un travail identique une baisse de salaire, soit pour une production plus forte une augmentation de salaire nettement inférieure comparativement au travail effectué. La raison en est bien simple, avec cet imbroglio les ouvriers ou les ouvrières arrivent à fournir une somme de travail qui peut atteindre 85 % à 95 % de l'activité totale ce qui fait une hausse de 25 % à 35 % du tarif syndical de base et ne constater qu'une augmentation de salaire de 10 % à 15 % seulement.

Et voilà, le tour de passe-passe est joué !...

Quelle fut la réaction chez les travailleurs ?

Chez les hommes un peu plus de combativité et bien menés des résultats furent obtenus, mais dans certaines boîtes on s'est contenté de mettre les bouchées doubles. C'est tout simplement navrant. Comme l'animal, l'homme a répondu au coup de fouet. Pourquoi ?

Parce qu'il faut reconnaître que malheureusement il y a parmi les hommes des individus que seule l'épithète de salaud leur va à merveille, qu'ils entraînèrent à leur suite une autre catégorie de dégueulasses « les peureux ».

Le mouvement était lancé ! Penchés sur leur travail ce ne sont plus des hommes, mais des bêtes de somme.

Chez les femmes de même et on empiète sur les temps de repos pour combler le déficit. Mais la partie saine ne marche pas, elle compte prendre sa revanche, si elle ne l'a pas encore fait c'est comme je le disais précédemment « parce qu'elle fut trop souvent bernée par les politiciens de tous poils, elle n'a plus confiance aux bons bergers ! Elle cherche sa force et sa route ».

Cette situation ne durera pas ! Ces hommes, ces femmes travaillant jusqu'à épuisement pour un salaire ne leur permettant pas de vivre, laisseront d'un seul coup exploser leur colère et balaieront toute cette féroce exploitation sans oublier ni les salauds, ni les faiblards.

NEIHGER, correspondant.

ESCROQUERIE ?

Je suis allée faire mon marché dimanche matin, toute heureuse de savoir que les prix étaient baissés. Enfin, pensais-je « nous avons un Gouvernement » qui fait bien les choses. J'ai bien vite déchanté. Voici le prix de mes différents achats :

250 gr. de beurre ordinaire	Fr.	180 »
1 litre de vin 11° à la tireuse		63 »
1 pain (saucisson)		50 »
1 kg. rôti bœuf (aiguillette)		720 »
1 gâteau millefeuilles..		35 »
1 botte de cresson		30 »
1 kg. pommes de terre (anciennes)		22 »

Certes, il n'y a pas d'augmentation mais où est la baisse ? Monsieur Pinay ?

Vos promesses ? Un abus de confiance !

Vos lois le répriment, Monsieur Pinay !

La ménagère du XVIII°.

Chez S.O.F.A.M.

A la S.O.F.A.M. où je travaille actuellement, la mentalité syndicale est bien basse, je vais vous expliquer pourquoi. Dans cette usine, la Direction, non contente de faire travailler les ouvriers 48 heures et même 56 heures par semaine — certains ont même fait 24 heures consécutives — ou d'essayer de faire admettre des systèmes de primes — voir le « Lib. » du 22 février 1952, n° 303 — tente de faire baisser les salaires en substituant aux professionnels des ouvriers spécialisés qui sont payés moins cher, et en refusant à ceux qui font un travail de P2 de les payer aux tarifs correspondants, même qu'un jeune ouvrier, demandant de passer à cette catégorie — il en faisait d'ailleurs le travail, même en passant l'essai — alla chercher deux délégués du personnel (un de ces deux délégués faisait un travail au-dessus de sa catégorie) qui donnèrent raison au patron, car l'ouvrier avait mis trop de temps à faire une série de pièces. Les temps calculés pour ces pièces avaient été pris sur une machine équipée pour les faire vite. Cet ouvrier refusa alors de faire ces pièces et, écœuré de l'apathie des délégués, donna son compte, qui fut aussitôt accepté par le chef du personnel Vespierre — ancien délégué lui-même.

A la suite d'une grève qui s'est terminée il y a 15 jours, la Direction augmenta les salaires et donna 2 FRANCS AU MANŒUVRE ET 11 FRANCS AU P3. Les ouvriers s'étant réunis pour discuter de ce qu'il fallait faire, et désirant continuer à travailler, se virent refuser l'entrée de l'usine, et ces ouvriers sages et aimant les lois appelèrent les flics, mais évidemment, ils ne purent retravailler que le lendemain — confiants dans l'avenir et leurs délégués en tête.

On est loin de ces délégués qui étaient dans la C.G.T. lors de sa fondation, et qui voyaient dans leur nomination plus un apostolat qu'une planque. Si les délégués, maintenant, ne sont plus capables d'en faire autant, qu'ils démissionnent. Les revendications seront mieux soutenues devant le patronat par les ouvriers qui n'auront plus ce boulet aux pieds à traîner.

JEAN-PIERRE (Correspondant).

AMI LECTEUR, deviens correspondant du "LIB"

Dans l'entreprise où tu travailles, dans la localité où tu vis, il se produit chaque jour quelque événement intéressant la collectivité.

Une lettre, une phrase, une ligne à notre adresse : 145, quai de Valmy, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ton entreprise ou dans ta localité. Le Libertaire ou bien la Fédération anarchiste ,les lecteurs de notre journal ou bien les militants seront informés. Tu nous aideras ainsi dans notre lutte !

LIB.

LE COMBAT PAYSAN

Coup de force des gros fermiers du Nord

AU Congrès national des fermiers et métayers qui vient de se tenir à Paris, les 11 et 12 mars, au siège de la C.G.A., 8 fédérations du sud-ouest sont exclues. 50 départements étaient représentés par 120 délégués environ. On sait que les fermiers et métayers représentent le tiers des exploitants de France ? Au dernier recensement (celui de 1946), leur nombre s'élevait à près de 700.000 sur 2.160.000 exploitants.

La situation matérielle de ces 700.000 familles paysannes est aujourd'hui encore plus critiques que celles des autres exploitants, car en plus des difficultés que connaissent les autres cultivateurs du fait de la politique de guerre de nos dirigeants : disparité des prix industriels, agricoles, etc., ils sont en plus écrasés par des fermages de plus en plus lourds.

On s'attendait donc devant une situation aussi critique des fermiers et métayers à ce que les délégués au quatrième congrès aient comme préoccupation essentielle de renforcer l'unité de leur organisation nationale.

On a assisté, au contraire, à une offensive de quelques gros fermiers capitalistes du Nord de la France afin de détruire l'unité de l'organisation nationale et d'écarter de la direction nationale les meilleurs défenseurs des fermiers et métayers. C'est pourquoi, au cours de la première journée du congrès, le président a manœuvré pour exclure toute une série de Fédérations départementales de fermiers et métayers, sous prétexte que les fédérations d'exploitants de ces départements étaient en conflit avec la Fédération nationale des syndicats d'exploitants dirigée par M. Blondelle. Etant donné que l'exclusion de ces départements était tout de même difficile à faire accepter, on a décidé en fin de compte qu'elles seraient maintenues au sein de la Fédération nationale pendant un an, mais qu'elles n'auraient pas de représentants au sein du Conseil d'administration. Ainsi, l'objectif est atteint : on se réserve d'empocher les cotisations et ce sont les gros fermiers capitalistes qui dirigeront désormais l'organisation nationale des preneurs. On a assisté en fait à une manœuvre politique de la part de ces gros fermiers capitalistes pour accaparer la direction de l'organisation nationale des fermiers et métayers. Par exemple : les fédérations départementales du nord de la France où cependant les sections locales de fermiers sont inexistantes avaient fait des versements massifs de cotisations, 2.400.000 fr., à l'organisation nationale la veille du congrès pour obtenir la majorité des mandats et réaliser ainsi leur opération de division.

Le but de ces manœuvres est évidemment de transformer la section nationale des fermiers et métayers en une officine progouvernementale et de tenter d'empêcher ainsi les preneurs d'exprimer leur mécontentement. Mais cette manœuvre n'atteindra pas son but.

Les fédérations départementales des fermiers et métayers sont dans leur majorité dirigées par d'authentiques preneurs, des militants paysans qui ont fait leurs preuves.

Grâce à ces directions départementales, grâce aux innombrables sections locales, la lutte des preneurs va encore s'accentuer pour la défense et l'amélioration du Statut du fermage.

Camarades paysans, l'heure est grave. Unissons-nous, renforçons nos syndicats départementaux pour qu'au prochain congrès nous puissions écraser les gros capitalistes agraires.

DANS LE BATIMENT

Fin de la grève à Perpignan

Ce fut le 18 février que les ouvriers du bâtiment ont déclenché une grève illimitée pour une augmentation de salaires. La grève fut votée à l'unanimité par tous les ouvriers, sans distinction de tendances syndicales.

La C.G.T. prenait en main la direction de la grève. Après 10 jours de grève, les employeurs offraient 5 % d'augmentation à compter du 18 février et 6 % à compter du 17 mars, ce qui fait qu'un manœuvre percevait un salaire de 112 francs de l'heure, un ouvrier spécialisé 116 et un ouvrier au 3e échelon 130 francs de l'heure.

Les dirigeants de la C.G.T. voulaient finir la grève et naturellement ils avaient déjà préparé toute la clique, proposant à l'assemblée un referendum par entreprise en demandant à chaque ouvrier ses opinions particulières, c'est-à-dire oui ou non pour la reprise du travail. L'accord fut pris que les entreprises se réuniraient à 9 heures du matin et à 11 heures assemblée générale.

Comme il fut dit, à 9 heures le referendum eut lieu, malgré que les trois quarts des ouvriers soient absents. Au cours de ce referendum les absents eurent droit au vote, chose injuste, car lorsqu'il s'agit d'une assemblée seuls les présents ont droit de décision. A 11 heures, l'Assemblée eut lieu, ne donnant aucun résultat,

Un camarade de la C.N.T. proteste et intervient dans la discussion. Il dit que quoique beaucoup de camarades ne soient pas là, tous ceux travaillant dans la même entreprise que lui sont présents dans la salle et il demande à l'Assemblée — autorité suprême — de décider oui ou non de la reprise du travail. Naturellement, ce fut les trois quarts de l'assemblée qui opta pour la continuation de la grève.

Dans son intervention notre camarade dénonça la manœuvre des chefs de la C.G.T., mais toute la clique, mise sur pied de guerre, réagit, obligeant l'assemblée à la reprise du travail.

Maintenant, c'est à vous, camarades de la C.G.T., de faire la conclusion.

G. V. (Correspondant).

Insalubrité aux P.T.T.

Un mal qui répand la torpeur, mal mystérieux puisque aucun médecin ne s'est encore risqué à proposer un diagnostic, frappe à Moulins les postiers du bureau des P.T.T. de la gare.

Ce « mal professionnel » présente, chez quelque 25 employés, de constants symptômes : frissons brusques, accès de fièvre accompagnés de douleurs lombaires et musculaires, amaigrissement, fatigue, torpeur. La fièvre tombe à la suite d'un traitement de cinq jours à l'auréomycine.

Le mal, non contagieux, n'a pas dépassé le cercle des postiers, de sorte que le directeur du Service départemental de santé de l'Allier a pu avancer qu'il ne s'agissait peut-être que « d'un catarrhe saisonnier localisé au bureau-gare de Moulins en raison des conditions malsaines de travail ».

M. le Ministre des P.T.T. pourrait peut-être nous informer davantage sur ces conditions malsaines. Il est très normal maintenant aux P.T.T. de pousser à la productivité, afin de résorber le nombre de fonctionnaires d'un service public indispensable. Qu'importe à un ministre la vétusté, l'insalubrité des locaux où travaille le personnel. Les conditions d'hygiène sont loin d'être le souci d'un ministre. Votre collègue de la Santé publique pourrait peut-être faire un petit tour dans vos services. A moins que... lui aussi, se moque éperdument de l'hygiène sociale des travailleurs.

J. J. (Correspondant).

CAMARADES !

Tous à l'écoute

tous les JEUDIS, vers 20 h. 50

sur la Chaîne Nationale

« ENTRETIENS »

avec André BRETON

F. DUMAS n'est plus

La Départementale C.N.T. du Tarn porte à la connaissance des camarades C.N.T. et de; militants de la F.A. l'annonce du décès du camarade Francis Dumas, de Mazamet, à l'âge de 54 ans.

Secrétaire des Syndicats C.N.T. mazamétains, doué d'une combativité et d'une morale anarcho-syndicaliste très étendue et très sincère, il avait en ce poste et durant son passage à Mazamet, réussi chose naturelle et conséquence du poste qu'il occupait, à se mettre à dos tout le patronat de cette localité, par suite de la vigoureuse défense des intérêts syndicalistes dont il avait assumé bénévolement la charge. Ceci l'avait inévitablement conduit ces derniers temps à ne pouvoir trouver d'emploi. Ces ennuis ajoutés à une faiblesse cardiaque qui le minait, l'ont certainement conduit à ce trépas prématuré.

La Départementale du Tarn, en cette douloureuse circonstance, ainsi que tous les nombreux amis qu'il avait su se faire, s'inclinent avec un profond respect devant cette tombe, et assurent à sa famille, à sa mère et à sa compagne, si douloureusement touchées, la part qu'il prennent à leur affliction.

Pour la Départementale du Tarn
Le Secrétaire : L. SALVETAT.